

« Dessine-moi un MENA ! », ou l'impossible définition des « aires culturelles »

Jean-François Bayart

Chaire d'Études africaines comparées (Rabat, EGE-UM6P)
IHEID (Genève, chaire Yves Oltramare)

Sociétés politiques comparées

38, jan.-avr. 2016

ISSN 2429-1714

Article disponible en ligne à l'adresse : http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n38.pdf

Citer le document : Jean-François Bayart, « “Dessine-moi un MENA !”, ou l'impossible définition des “aires culturelles” », *Sociétés politiques comparées*, 38, jan.-avr. 2016.



« DESSINE-MOI UN MENA ! », OU L'IMPOSSIBLE DÉFINITION DES « AIRES CULTURELLES » Jean-François Bayart

Les sciences sociales sont directement concernées par la question de l'(in)utilité de diviser le monde en ensembles régionaux afin de le mieux étudier, et des meilleurs critères pour ce faire. Quelques-unes de ses principales disciplines, à commencer par l'anthropologie, raisonnent depuis le ^{xix}^e siècle en ces termes, quelles que soient les variations sémantiques auxquelles elles se sont livrées.

Or, les facteurs politiques n'ont jamais été absents des choix qu'elles ont effectués en la matière, dans les contextes successifs de l'historicisme positiviste, de l'impérialisme, de la colonisation, des luttes nationalistes, de la Guerre froide, de l'émergence puis de la dissolution du « Tiers Monde », de la globalisation néolibérale, et, depuis la fin des années 1990, de la « lutte internationale contre le terrorisme ». Si l'on s'en tient à ces trente dernières années, la conjonction des idéologies néolibérale et néoconservatrice a eu tendance à disqualifier les *area studies* – notion traduite en français par l'expression, encore plus énigmatique, d'« études des aires culturelles », ou plus récemment d'« études aréales », par référence implicite à la « linguistique aréale » de Nikolai Troubetzkoy¹ – au profit des théories des relations internationales et des *global studies*, ou encore de la théorie dite des « choix rationnels » et de la « transitologie » (c'est-à-dire de l'analyse normative des processus de « transition » à l'« économie de marché » et à la « démocratie »), sur la base du postulat, implicite ou explicite, de la « fin de l'Histoire » (Francis Fukuyama). De telles approches ont ceci de commun qu'elles tendent à gommer les spécificités culturelles ou historiques des différentes sociétés, et à privilégier des dynamiques uniformes de la mondialisation. Cette évolution a pu être vertement critiquée après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, en 2003, dans la mesure où les incroyables erreurs de jugement de l'administration Bush ont été en partie imputées à la marginalisation, dans les centres de décision, des universitaires et des experts arabisants, sous la pression des intellectuels et des stratèges néoconservateurs. Il n'empêche que la tendance n'a pas été inversée, la « menace djihadiste » restant désociologisée et déhistoricisée. La vogue de la thématique des « arcs » (« arc chiite », « arc de crise », etc.) et de la qualification de « global(e) » de toutes les politiques publiques ou menaces qui se respectent est révélatrice de ce dédain pour les aspérités locales de l'histoire et du social².

Certes, des départements ou des programmes dédiés à des « aires culturelles » ont été maintenus du fait des pesanteurs ou des résiliences institutionnelles et académiques, ou même connaissent un regain, comme à Oxford. Mais, d'une part, ils sont désormais inféodés aux problématiques « globales » et, de l'autre, la pertinence de leur délimitation se trouve mise en question sous la double pression des avancées de la réflexion en sciences sociales et des transformations du système international. Les institutions

¹ Si cette source d'inspiration se confirmait, force serait de remarquer qu'elle reposerait sur un contresens. La « linguistique aréale » du cercle de Prague parlait de *Sprachbund*, d'« alliance » ou d'« union de langues », en critiquant le modèle arborescent (*Stammbaum*) de l'origine unique des langues dites indo-européennes, pour lui substituer l'idée selon laquelle « les familles de langues forment de véritables chaînes » (N. Troubetzkoy, cité par J.-P. Demoule, *Mais où sont passés les Indo-Européens ? Le mythe d'origine de l'Occident*, Paris, Seuil, 2014, p. 167.) Elle se départit donc de la conception unitaire et culturaliste des *area studies*, et de façon plus générale de toute problématique des « origines » de facture évolutionniste et historiciste.

² Notons néanmoins qu'en France le Livre blanc de la Défense et de la Sécurité nationale de 2013 a abandonné cette notion d'« arc de crise », qu'avait introduite son prédécesseur.

multilatérales – à l’instar de la Banque mondiale –, les administrations publiques – par exemple, en France, l’Agence française de développement –, voire les entreprises, n’échappent pas à ces débats.

Nous partirons de l’hypothèse selon laquelle les *area studies* demeurent une fiction utile, voire nécessaire, du point de vue de l’acquisition d’un savoir-faire irremplaçable en matière de connaissances, de maîtrise des langues, de pratique de terrain, de transmission intergénérationnelle du capital scientifique, mais à la condition expresse de ne pas avoir de ces « aires culturelles » (ou de ces départements géographiques) une appréhension culturaliste, ce qui suppose de les mettre constamment en tension comparatiste³. La comparaison singularise les situations considérées⁴. Mais elle les universalise également, car l’universalité procède par réinvention de la différence. *Différence et répétition*, dit le philosophe⁵. La question sera donc la suivante : comment définir une « aire culturelle » sans être culturaliste ? Je tenterai d’y répondre à partir de ce monstre sémiologique qui hante la bureaucratie étatique, entrepreneuriale ou universitaire et se nomme MENA : Middle East & North Africa, un ensemble dont les contours sont problématiques puisqu’ils peuvent englober l’Afghanistan, la Turquie, les pays du Caucase du Sud, le Soudan, au-delà des Moyen et Proche-Orient et de l’Afrique du Nord *stricto sensu*, et en dehors même du cas particulier d’Israël.

QUI DÉFINIT QUOI ?

La délimitation d’un ensemble régional, selon une logique organisationnelle ou scientifique, est un acte performatif (*speech act*) qui implique une décision, mais qui procède aussi de la réception dont celle-ci fait l’objet et de sa relation « dialogique » avec le contexte historique dans lequel elle s’inscrit. Elle constitue donc un acte énonciatif, qui doit être compris à la lumière de la linguistique, de la philosophie du langage et de la philosophie pragmatique ou analytique (Ferdinand de Saussure, Ludwig Wittgenstein, David Austin, John Searle). « Dire, c’est faire », notamment parce que ce dire met en branle un passé plus ou moins traumatique. Il suffit d’avoir à l’esprit l’onde de choc polémique que suscitèrent dans le monde arabe l’emploi malheureux de l’expression « croisade contre le terrorisme » par George Bush, au lendemain du 11 Septembre, ou la désignation des Occidentaux en tant que « croisés » par les djihadistes, pour comprendre que les mots ne sont pas innocents. Or les contentieux mémoriels sont légion dans la région du monde considérée, qu’ont nourris les modalités de la domination ottomane et du délitement de cette dernière, les guerres balkaniques du XIX^e et du XX^e siècle, la colonisation, les luttes de libération nationale, le conflit israélo-palestinien. L’attestent des historiographies nationales, confessionnelles ou ethniques antagoniques (par exemple, entre historiens turcs, arméniens, grecs, serbes, bulgares, arabes ; entre historiens israéliens et palestiniens ; entre historiens algériens et français, etc.), ou des angles morts mémoriels (le génocide des Arméniens, en 1915, a occulté l’extermination de quelque cinq cent mille Yézidis). Relevons au passage, pour la suite de notre raisonnement, que les historiographies nationalistes sont pour la plupart d’entre elles religieusement orientées, ou en tout cas épousent volontiers des lignes de clivage religieuses.

³ Nous entendons par culturalisme la propension à reconnaître à une culture, définie de manière uniforme et anhistorique, la capacité de déterminer l’action politique, économique, sociale ou autre de ses membres. Ainsi, par exemple, du rapport de causalité que certains établissent entre une religion et le comportement de ses adeptes. Les débats actuels sur l’islam ou, il y a quelques années, sur les « valeurs confucéennes » fournissent de bonnes illustrations de ce mode d’interprétation. Pour sa critique, je me permets de reporter à J.-F. Bayart, *L’Illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996 et « Culture and development : do social struggles make a difference ? », dans J.-P. Platteau et R. Peccoud (eds), *Culture, Institutions, and Development. New Insights into an Old Debate*, Oxford, Routledge, 2011, pp. 65-84 (ou « Culture et développement : les luttes sociales font-elles la différence ? », *L’Economie politique*, 38, avril 2008, pp. 29-56). Rappelons, par ailleurs, que Max Weber n’était pas culturaliste et n’a jamais fait de l’« éthique protestante » la cause de l’« esprit du capitalisme », contrairement à ce que l’on affirme souvent.

⁴ P. Veyne, *L’Inventaire des différences*, Paris, Seuil, 1976.

⁵ G. Deleuze, *Différence et répétition*, Paris, PUF, 1968. Sur cette conception du comparatisme, voir J.-F. Bayart, « Comparer en France : petit essai d’autobiographie disciplinaire », *Politix*, 21 (83), octobre 2008, pp. 201-228.

En d'autres termes, le découpage d'un périmètre scientifique ou organisationnel, et sa dénomination, envoie immédiatement un message, éventuellement polémique, aux interlocuteurs concernés et se constitue à travers la réception qui lui sera réservée, dont il n'est pas dissociable. Tel est le dilemme du pêcheur de perles : plonge-t-il dans le golfe Persique, ou dans le golfe Arabo-persique ?

Les choses se compliquent si l'on admet que la définition d'un ensemble régional peut procéder d'une pluralité d'acteurs dont les catégories cognitives, les intérêts, les compétences sont hétérogènes. Le « Moyen-Orient », l'« Afrique du Nord » ou la « Méditerranée » des uns ne seront pas forcément ceux des autres. Francophones, anglophones, arabophones, par exemple, n'en ont pas la même conception. Même au sein d'un pays, les différents acteurs ne les définiront pas de manière identique. Derechef, l'historiographie est éloquente. Ainsi, l'histoire sioniste dominante est battue en brèche, en Israël même, par les « nouveaux historiens », qui tirent d'autres enseignements du dépouillement des archives et intègrent dans leurs analyses les travaux de leurs collègues palestiniens⁶. Un révisionnisme similaire a cours en Turquie à propos de la tragédie arménienne. Une première règle de méthode peut être retenue : tout travail de délimitation d'une « aire culturelle » devrait s'effectuer « à parts égales⁷ ». C'est dans cet esprit que Christophe Picard a écrit une « histoire de la Méditerranée musulmane » et parlé d'une « Méditerranée médiévale à trois voix », islamique, chrétienne et juive⁸. Mais il observe aussi que la définition historiquement, ethniquement, culturellement ou religieusement biaisée d'une « aire culturelle » n'est pas l'apanage de l'Occident : « [...] le paysage méditerranéen, tel qu'il apparaît dans les sources se rapportant aux temps arabes, fut d'emblée limité à un espace exclusivement islamique par les narrateurs. En effet, seul ce qui se rapportait à l'Islam eut droit de cité dans les chroniques relatant la conquête, gommant en quelque sorte l'existence de tout ce qui représentait la domination précédente, hormis les ruines que les musulmans exhibèrent comme des trophées témoins de la victoire de l'Islam sur les chrétiens. [...] Ayant fait place nette du passé, c'est un espace méditerranéen exclusivement islamique et califal, incluant la mer, que les auteurs arabes ont décrit⁹. »

Sur un plan plus fonctionnel, en France, le Quai d'Orsay, les entreprises, les forces sociales, et notamment les forces religieuses, ne partagent pas toujours une appréhension commune du « Moyen-Orient », en mettant en exergue, par exemple, le conflit israélo-palestinien et la question nucléaire iranienne, ou l'économie pétrolière et les marchés qu'abonde celle-ci, ou le sort des chrétiens d'Orient, selon leurs préoccupations respectives. Surviennent de la sorte des angles morts d'un acteur à l'autre. Il existe, par exemple, une connexion commerciale et religieuse – tidjane en l'occurrence – très vigoureuse entre le Maroc et le Sahel, qui a longtemps échappé au regard des institutions occidentales concernées par la région, avant que l'activisme diplomatique de Rabat et la crise malienne ne la placent sous les feux de la rampe médiatique¹⁰. De même, la diplomatie vaticane, très présente dans le conflit israélo-palestinien, lieux saints de Jérusalem obligent, et dans la défense des chrétiens d'Orient, exerce un *soft power* que l'on a d'autant plus tort de négliger qu'il n'a cessé de s'intéresser à quelques-unes des crises de la zone, telles celles d'Algérie et du Kosovo, dans les années 1990, par le biais du *second-track* dont la Communauté de Sant'Egidio s'est fait une spécialité.

⁶ Voir par exemple I. Pappé (ed.), *The Israel/Palestine Question*, Londres, Routledge, 1999 et *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, Fayard, 2006 ; Z. Lockman, *Comrades and Enemies. Arab and Jewish Workers in Palestine, 1906-1948*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; I. Greilsammer, *La Nouvelle Histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.

⁷ Pour reprendre l'expression de Romain Bertrand à propos de la rencontre entre Javanais et Hollandais au XVI^e siècle : *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.

⁸ C. Picard, *La Mer des califes. Une histoire de la Méditerranée musulmane (VII^e-XII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2015, notamment p. 348.

⁹ *Ibid.*, pp. 80-81.

¹⁰ Voir J. Berriane, « Entre ancrage local et connexions transnationales : pratiques, représentations et enjeux autour de la zaouïa d'Ahmad al-Tijânî de Fès », *Etudes africaines comparées*, 2, février 2016, http://www.egeabat.com/chaire-afrique/wp-content/uploads/2016/03/EAC_JBerrianeFINAL_DER_3.pdf.

Comme il se doit, les acteurs dominants, qui « parlent » beaucoup, « font » beaucoup, mais pas tout. Les « en bas du bas » – pour reprendre une expression populaire ivoirienne – contribuent, parfois de manière décisive, à la délimitation des aires dites culturelles. Aujourd’hui, les migrants, les réfugiés ou, dans un style différent, les djihadistes ont un rôle décisif dans la reconfiguration de la zone MENA. Ils ont brouillé les frontières étatiques internes à celle-ci, en les franchissant ou en leur déniaient leur légitimité, à l’instar d’Aqmi dans le Sahara, de Boko Haram dans le nord du Nigeria et de Da’ech dans le Machrek, et ont transcendé ses frontières externes de part et d’autre du Sahara, de la Méditerranée ou de la mer d’Oman. Depuis les attentats du 11 mars 2004 à Madrid, nous savons que les trains de banlieue desservent le Moyen-Orient. Nous apprenons maintenant que la guerre civile syrienne a aussi pour champ de bataille la modeste ville languedocienne de Lunel ou la commune bruxelloise de Molenbeek, qu’elle est susceptible de relancer les négociations de la Turquie à l’Union européenne, qu’elle menace de faire exploser l’espace Schengen ou de conduire à l’exclusion de la Grèce de ce dernier. En définitive, l’agenda des outsiders du système international est de nature à s’imposer à celui des grandes bureaucraties étatiques. Ainsi, l’Union européenne externalise de plus en plus au sud ses frontières par le biais d’une coopération policière imposée aux pays nord-africains, puis sahéliens, afin de tenter d’endiguer très en amont les flux migratoires, et entend faire de la Turquie sa supplétive en y fixant, moyennant finances et concessions diplomatiques, les réfugiés syriens, irakiens et afghans. Les bureaucraties étatiques, au demeurant, répondent également aux logiques de réseaux informels, d’ordre politique, financier, familial, religieux ou ethnique, qui marquent en profondeur leur action, comme l’illustre le rapport pour le moins intime de la France au Maroc, à l’Algérie, à la Tunisie, au Liban, à l’Afrique subsaharienne – et ce, hormis même l’influence de l’émigration et des diasporas.

Par ailleurs, la définition des ensembles régionaux recouvre et valide des asymétries qui ne sont pas simplement interétatiques – le « Sud » et le « Nord », par exemple, de part et d’autre de la Méditerranée – mais qui peuvent aussi distordre les Etats concernés, dans la mesure où elles sont constitutives de la formation de ceux-ci. En 2011, la « révolution de Jasmin », en Tunisie, que l’on devrait plutôt qualifier de « révolution de la figue de Barbarie¹¹ », dans la mesure où il n’y a guère de jasmin à Sidi Bouzid, Kasserine ou Rede’ief, a mis en lumière la domination tant politique qu’économique de Tunis et du Sahel sur l’hinterland¹². Chose intéressante à relever, ce genre de clivages socio-territoriaux se répercute au sein des institutions religieuses, et donc de la « culture ». La grande université islamique de Tunis, la Zitouna, a été déchirée, entre les deux guerres mondiales, par l’antagonisme entre les ulémas *beldi* qui la contrôlaient et les étudiants « blédards » (*afek*) qui contestaient leur monopole, dans un climat de mobilisation nationaliste¹³. De même, Da’ech règne aujourd’hui sur une Jezirah qui a toujours été la parente pauvre de la Syrie. Les différentes moutures du « partenariat euro-méditerranéen » englobent et contribuent à reproduire ces asymétries, lesquelles ne sont pas le propre du « Tiers Monde ». Le Mezzogiorno (à commencer par la très emblématique île de Lampedusa) en Italie, ou les îles grecques de la mer Egée orientale, provinces subalternes de l’Etat-nation, sont des maillons importants de la reconfiguration de la Méditerranée sous la pression migratoire.

Aussi la définition d’un ensemble régional ne va-t-elle jamais de soi. Elle est le fruit d’un raisonnement, en fonction de certains intérêts, ou de certaines conceptions politiques et idéologiques, ou de certaines commodités fonctionnelles, voire d’élaborations fantasmatiques si l’on en juge par l’implication d’une partie de l’intelligentsia ouest-européenne dans l’indépendance de la Grèce, au début du XIX^e siècle, ou par le débat contemporain sur l’immigration. Tel fut précisément le cas de la notion de « Moyen-Orient ». Elle fut avancée en 1902 par un historien américain de la Marine, Alfred Thayer Mahan, pour désigner

¹¹ J’emprunte cette remarque ironique à Sadri Khiari (entretien personnel).

¹² I. Bono, B. Hibou, H. Meddeb et M. Tozy, *L’Etat d’injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Karthala, 2015.

¹³ L. Hajji, *Bourguiba et l’Islam. Le politique et le religieux*, Tunis, Sud Editions, 2011, pp. 80 et suiv. et 151 et suiv.

originellement la Perse et les territoires avoisinants, alors que s'exacerbait *the Great Game* visant à protéger le Raj britannique en Inde et à interdire à la Russie l'« accès aux mers chaudes ». Son épiscentre se déplaça ensuite vers le nord de l'Arabie et de l'Irak et la Syrie, en prenant pour extensions naturelles l'Iran et l'Égypte. Héritière de la pensée stratégique européenne des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, au même titre que les notions sœurs de l'Extrême-Orient et du Proche-Orient, la catégorie du Moyen-Orient doit plus à l'impérialisme occidental, au pétrole, à la guerre froide et au conflit arabo-israélien qu'à la nature des choses, au point de finir par englober, dans le monde anglophone, l'Afghanistan et le Maghreb¹⁴.

De façon similaire, le plan de Constantine, que lança le général de Gaulle en 1958, fut l'occasion, pour une partie de la technocratie française, de requalifier l'Algérie comme « méditerranéenne » et de la dissocier du Sahara dont elle entendait garder le contrôle et assurer la mise en valeur, non sans s'interroger gravement sur les populations « racialement » les plus capables d'y travailler et d'en supporter le climat¹⁵. Dans les décennies précédentes, les militaires français qui administraient les « confins sahariens » à partir d'Agadir, sans s'embarrasser des frontières qui délimitaient les territoires plus ou moins coloniaux du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du Mali, érigeaient eux-aussi le désert en zone propre, dont ils adoptaient d'ailleurs le style de vie nomade, mais selon une rationalité et un imaginaire très différents de ceux de l'équipe de Paul Delouvrier.

Il en est de même de l'appartenance à un ensemble régional, qui participe d'un choix politique, idéologique, et non d'une nécessité ou d'une évidence. A titre de politique-fiction, l'on peut imaginer un Maroc « ibérique » ou « andalou », une qualification qui marque jusqu'à aujourd'hui la topographie de Fès et le prestige social de ses grandes familles, sans même parler des villes portuaires fondées ou conquises par le Portugal, et qui est, à bien des égards, plus plausible que sa caractérisation comme pays du Maghreb dès lors que sa frontière avec l'Algérie est fermée, ou comme pays « arabe » puisqu'une partie importante de sa population est amazigh, ainsi que vient de le reconnaître la nouvelle Constitution¹⁶. Quant à l'Iran, sa propriété d'Etat « moyen-oriental » (ou, au contraire, la revendication de son exceptionnalité « persane ») est le fruit tardif d'une asymétrie politique et idéologique au profit de ses élites... turcophones, lesquelles ont paradoxalement fourni les grands théoriciens du nationalisme culturel iranien au tournant du ^{xx}^e siècle, et une bonne part des ulémas chiites. Elle occulte néanmoins l'ancrage pluriséculaire du pays dans le sous-continent indien et l'intensité de ses interactions avec l'Asie centrale, méridionale et orientale, que nos catégories d'analyse persistent à oblitérer en dépit de l'intégration poussée de cet espace historique jusqu'au début du ^{xx}^e siècle, et de sa reconstitution contemporaine sous la forme d'un Grand Khorassan¹⁷. Il n'est pas certain que le rideau de fer ait été levé dans nos esprits... De manière notable, le caractère islamique du régime actuel va d'ailleurs de pair avec une sourde hostilité à l'encontre du monde arabe, à laquelle n'échappait pas l'imam Khomeiny lui-même, dont la famille était originaire du royaume d'Awadh (Lucknow) et qui n'avait pas de mots suffisamment durs pour stigmatiser la primitivité des « bédouins » de l'autre côté du Golfe... Le contentieux diplomatique entre la République islamique et les pétromonarchies confirme que l'appartenance de l'Iran au « Moyen-Orient » n'est point si évidente que cela, au moins du point de vue politique. A elle seule, la Turquie suffirait à démontrer le caractère arbitraire de toute assignation identitaire à un ensemble régional donné, elle qui se réclame tout à la fois de l'Europe, de l'umma islamique et de la turcophonie, sans omettre pour autant de s'inscrire haut et fort dans la globalisation. On peut ainsi la tirer dans un sens ou dans un autre, au gré de la démonstration (ou de la polémique...).

¹⁴ Voir notamment G. Crouzet, *Genèses du Moyen-Orient. Le golfe Persique à l'âge des impérialismes (vers 1800-vers 1914)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2015.

¹⁵ M. Haleh Davis, *Producing Eurafrica: Development, Agriculture and Race in Algeria, 1958-1965*, New York, New York University, multigr., 2015 et « "The Plan is not fundamentally economic": the Constantine Plan and the transformation of *homo islamicus* in Algeria » (article inédit soumis au *Journal of Contemporary History*).

¹⁶ Béatrice Hibou et Mohamed Tozy ont mis en valeur la géographie de l'imaginaire impérial chérifien dans « Une lecture webérienne de la trajectoire de l'Etat au Maroc », *Sociétés politiques comparées*, 37, septembre-décembre 2015, http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n37.pdf.

¹⁷ Voir à ce sujet F. Adelhah, *Les Mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris, Karthala, 2012.

**Cherchez l'erreur ! Carte affichée dans la résidence de l'ambassadeur de France à Bakou
(photo de l'auteur, octobre 2007)**



Il convient de la sorte de ne pas être prisonnier d'une conception prétendument « naturelle » du découpage du monde en sous-ensembles, et d'assumer que cette opération est par définition une construction intellectuelle tributaire de l'« invention des continents¹⁸ » au fil des siècles, de la mythologie biblique, de la pensée politique de la Grèce ancienne opposant l'Occident hellène à l'Orient perse (ou distinguant, plus banalement, la rive européenne et la rive asiatique de la mer Egée, qui était son épiscentre), des Grandes Découvertes recentrant le monde autour de l'Europe, de l'historicisme hégélien isolant l'Afrique subsaharienne de celle-ci, de la Méditerranée et de l'Asie, de l'imaginaire classificatoire et chromatique attribuant aux « quatre mondes » une « race » propre. Cette opération mentale s'effectue de manière circonstancielle, selon des critères retenus comme heuristiques sur un plan scientifique, ou opportuns politiquement, ou fonctionnels d'un point de vue organisationnel.

QUELS CRITÈRES ?

Pour ce faire, les critères statiques, supposés objectifs et plus ou moins essentialisants, ne sont d'aucune utilité. Mieux vaut partir de la recommandation du philosophe Gilles Deleuze : le concept doit dire non l'essence, mais l'« événement ». L'« événement », en l'occurrence, ce peut être la dynamique (ou une dynamique) de l'ensemble que l'on entend construire, ou encore l'« événement » de l'action à laquelle se voue une organisation. Mais nulle propriété structurelle ne permet de construire de façon incontestable un ensemble régional. Que l'on en juge.

Le critère géographique devrait s'imposer de lui-même pour offrir les contours d'une région. Pourtant, s'il est bien un terme trompeur, c'est celui de « frontières naturelles », si cher à l'imaginaire politique français en dépit de leur évidence à l'échelle hexagonale depuis la Seconde Guerre mondiale, pour cause de construction européenne. Quand, par exemple, un président de la République présente le Bosphore

¹⁸ C. Grataloup, *L'invention des continents. Comment l'Europe a découpé le monde*, Paris, Larousse, 2009.

comme la « frontière naturelle » entre l'Europe et l'Asie pour justifier son rejet de la candidature de la Turquie à l'Union européenne, il profère une grosse sottise géographique. Le tremblement de terre de 1999, dont l'épicentre se situait sur la rive asiatique, à Izmit, ne s'est pas arrêté au milieu du détroit, tel un stupide nuage de Tchernobyl à la frontière du Jura, et il s'est fait sentir sur la rive européenne. De même, le Taurus est, géologiquement parlant, la continuation de l'arc alpin. Quant au détroit de Gibraltar, il ne s'est formé qu'assez récemment, par inondation d'une plaine marécageuse réunissant ce que l'on appelle aujourd'hui le Maroc et l'Espagne. Et la désertification du Sahara est d'ordre historique. La nature est donc elle-même un « événement », comme nous le rappelle de nos jours la question de l'environnement, et ce ne pourrait être que sous cet angle qu'elle pourrait procurer la base organisationnelle d'un département, par exemple à partir d'une thématique de la mer, de l'eau, du désert. Mais, d'emblée, il apparaît qu'un critère de ce type serait trop restrictif pour la plupart des institutions.

De ce point de vue, le cas emblématique de la Méditerranée, sous ses airs de fausse évidence, est sans appel. En dépit de son statut de mer intérieure, son unité a toujours été problématique à travers les siècles, ne serait-ce que parce qu'il est au moins deux manières de la délimiter, à partir de ses côtes et de leur hinterland, ou au contraire à partir de la surface marine elle-même. Le climat, le paysage « méditerranéen » sont des mythes, dont la dissipation laisse place à une galaxie de niches écologiques interconnectées¹⁹. L'idée méditerranéenne, pour aimable qu'elle soit à certains sur le plan littéraire, artistique ou touristique, procède d'illusions d'optique anhistoriques. Pour prendre un exemple trivial, n'oublions pas que Socrate se nourrissait sans doute de pain, de vin (en quantité modérée !) et d'olives, mais non de tomates... puisque celles-ci, devenues un symbole de la gastronomie dite méditerranéenne, et de fait appréciées par la plupart des consommateurs du bassin méditerranéen, n'y ont été importées du Mexique qu'au début de l'âge moderne.

En outre, chose plus intéressante, le mythe géoculturel de la Méditerranée est volontiers sélectif et exclusif. Pour les nazis, il renvoyait à une vision fantasmatique de la beauté grecque, qui a expédié *ad patres* des millions de Méditerranéens, juifs, orthodoxes, catholiques et musulmans. Aujourd'hui, les très démocrates Européens ne perçoivent pas forcément comme « méditerranéens » les musulmans, les Arabes, les Berbères. Sommes-nous d'ailleurs sûrs que saint Augustin obtiendrait un visa Schengen pour se rendre à Rome ? Le récit méditerranéiste tend à refouler le legs et l'effectivité même de la présence des musulmans en Europe bien avant la période contemporaine d'« immigration » nord-africaine²⁰. Et les sépharades qui ont trouvé refuge en France après l'indépendance de l'Algérie ont été perçus comme juifs, plutôt que comme « méditerranéens ».

Au fond, la géographie propose surtout des effets de proximité, de contiguïté, mais ceux-ci fondent moins une zone cohérente qu'ils ne l'articulent au reste du monde, ainsi que le soulignent jour après jour les flux migratoires ou commerciaux²¹. A ce titre, elle est largement fantasmatique en ce qu'elle traite du rapport à l'Autre selon la thématique de la « frontière », explosive depuis au moins l'Empire romain, borné par son *limes*. Elle n'a cessé de tâtonner, faisant par exemple passer Chypre de l'Asie à l'Europe. Elle est aussi le lieu de tous les contre-sens, à l'instar du Sahara, pensé comme une « barrière », un « obstacle » dits naturels quand bien même il a été historiquement une autoroute commerciale et religieuse à travers les siècles, et ce jusqu'à aujourd'hui.

L'économie n'offre pas non plus des possibilités indéniables de délimitation d'un ensemble régional dont l'intégration commerciale est dans les faits des plus limitées. L'extraversion économique par rapport à l'Union européenne, que légitime le libre-échange, demeure le phénomène majeur dans la zone MENA,

¹⁹ P. Horden et N. Purcell, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Oxford, Blackwell, 2000.

²⁰ J. Dakhli, *Islamicités*, Paris, PUF, 2005.

²¹ Karen Barkey souligne l'importance de ces marches à propos de l'Empire ottoman dans *Empire of Difference. The Ottomans in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, pp. 83 et suiv.

dont les principales productions, extractives, sont destinées à l'exportation sur le marché mondial (pétrole, gaz, phosphates) et accentuent les disparités entre les pays qui la composent en y introduisant de fortes distorsions, à l'avantage des pétromonarchies du Golfe. Aucun Etat de la région n'a la puissance d'un *hegemon* économique à son échelle. Les pétromonarchies, financièrement richissimes, sont des nains industriels. Et la Turquie, seizième ou dix-septième économie du monde, qui jouit d'une relative éminence marchande dans la zone depuis une décennie, et y gagne des parts de marché dans le BTP ou l'ingénierie industrielle, est quant à elle un nabot financier du fait du déficit structurel de sa balance des paiements courants, qui la rend très vulnérable aux sautes d'humeur de la conjoncture globale.

Les pays englobés dans la zone MENA sont politiquement divisés, parfois de manière dramatique. Notons au passage que la seule Méditerranée, sans même parler du reste de la région, n'a jamais été unie sur ce plan ni n'a procuré le cadre exclusif d'une domination politique. Les cités grecques étaient rivales. L'épopée d'Alexandre le Grand, fugace, a concerné l'Asie antérieure²², mais non la Méditerranée occidentale. L'Empire romain, nonobstant le mythe de *mare nostrum*, n'était pas à proprement parler « méditerranéen » – il s'étendait jusqu'en Angleterre, au Rhin et au Danube – et devait composer avec l'Empire sassanide en Orient. La domination byzantine n'a pu dépasser l'Italie, sinon brièvement, à son apogée justinienne, et a vite perdu sa souveraineté sur l'Afrique du Nord au profit des califats islamiques. Ceux-ci n'ont pu vaincre les royaumes et les empires chrétiens, pas plus que la Reconquista n'a pu s'étendre au Maroc après la bataille des Trois Rois, en 1578. L'Empire ottoman a dû partager la Méditerranée avec les Habsbourg et Venise. De nos jours, les initiatives politiques qui invoquent la Méditerranée visent plutôt à maintenir sa division en la dissimulant, à l'image du « Partenariat euro-maghrébin », ce « mariage blanc²³ », ou de l'Union méditerranéenne voulue par Nicolas Sarkozy et destinée à barrer à la Turquie la route de l'adhésion à l'Union européenne.

De nos jours, le conflit israélo-palestinien – qui, soit-dit en passant, oppose les Palestiniens à eux-mêmes autant qu'aux Israéliens – rend illusoire toute intégration régionale véritable. En dehors même de celui-ci, plusieurs Etats importants de la zone entretiennent des relations difficiles, sinon hostiles, à l'image du Maroc et de l'Algérie, de l'Iran et des pétromonarchies du Golfe, ou des Etats du Machrek entre eux. Le problème chypriote n'est toujours pas soldé, pas plus que ne se dessine un règlement du contentieux entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, ou l'Arménie et la Turquie. Il est vrai que l'Europe est née du dépassement des rivalités interétatiques et que son système régional d'Etats, hautement compétitif, n'a pas contrarié son intégration économique et culturelle à travers les siècles. Cependant, depuis le déclin de Venise et la disparition de l'Empire ottoman, aucun Etat de la Méditerranée ou du Moyen-Orient n'est parvenu à s'ériger en *hegemon*, et ne semble être en mesure de le devenir dans un avenir prévisible. Les ambitions de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, de l'Algérie, du Maroc sont grandes, mais sans moyens suffisants, comme viennent de le rappeler les désillusions proche-orientales d'Ankara et l'embourbement de Ryad au Yémen.

En outre, le caractère répressif de la plupart des régimes en place a contrarié la constitution d'une véritable société civile d'envergure régionale, comparable à ce qui s'est produit en Europe dans le contexte de la chrétienté médiévale, de la Réforme et de la Contre-Réforme, du baroque, des Lumières, du romantisme ou de la révolution, culturelle autant qu'industrielle, du XIX^e siècle. Des villes comme Le Caire ou Beyrouth ont pu prétendre un moment à un rayonnement d'envergure régionale, en particulier dans les domaines universitaire et artistique ; les Palestiniens ont fertilisé intellectuellement les pays arabes dans lesquels

²² Plutôt que d'Asie mineure ou d'Asie occidentale ancienne, on parlera d'Asie antérieure, dans la tradition géographique du XX^e siècle, pour désigner, outre la Turquie anatolienne contemporaine, les pays du Caucase et de l'Asie centrale, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran et la Mésopotamie, ces contrées ayant d'ailleurs été peu ou prou marquées par la conquête d'Alexandre, et plus profondément par le rayonnement culturel et commercial de la Grèce antique. Le terme d'Asie antérieure correspond plus ou moins au Proche-Orient antique, composé de la Mésopotamie, de l'Asie mineure, de l'Arménie, de la Perse, de la Syrie et de l'Arabie.

²³ B. Hibou et L. Martinez, « Le Partenariat euro-maghrébin : un mariage blanc ? », *Les Etudes du CERI*, 47, novembre 1998.

ils se sont réfugiés ; Istanbul se repense en ville-monde et a su satelliser les pays environnants grâce à une politique de visa accommodante. Mais, dans le contexte de guerres civiles ou interétatiques, de restauration autoritaire, de prohibitionnisme migratoire, de crise économique et de globalisation que connaît l'ensemble régional de la Méditerranée et du Moyen-Orient, l'exercice du *soft power* est malaisé et frustrant. Ainsi, la pénétration éducative, commerciale et politique de la Turquie en Asie centrale, en Irak, en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, que véhiculaient la néoconfrérie des fethullahci et les milieux d'affaires qui en sont proches, est aujourd'hui fragilisée par la dégradation de leurs relations avec le Premier ministre, et désormais président de la République, Recep Tayyip Erdoğan. Quant au magistère télévisuel, idéologico-religieux et sportif du Qatar, il a vite été en butte aux susceptibilités de l'Arabie saoudite, dans le cadre tragique de la guerre civile syrienne et de ses prolongements djihadistes.

Néanmoins, la question se pose d'une éventuelle intégration financière de la région, et de son autonomie relative par rapport à l'Etat, sous la forme en quelque sorte d'une société civile financière. Question complexe, dans la mesure où les marchés des capitaux dans la zone MENA demeurent au premier chef tributaires de la manne pétro-gazière qui est aux mains des autorités politiques. Mais question fondamentale pour qui garde en mémoire le rôle crucial de la banque dans le concert des nations européennes au XIX^e siècle²⁴. Les pétrodollars en provenance des monarchies du Golfe, de Libye (jusqu'en 2011) et, chose moins connue, d'Azerbaïdjan irriguent les économies de la région, y créent des bulles spéculatives immobilières ou autres, et dopent les places financières d'Istanbul ou de Dubaï sans que l'on connaisse toujours la marge de manœuvre réelle des investisseurs – par exemple des princes des familles royales ou des hommes d'affaires – par rapport aux autorités politiques *stricto sensu*²⁵. Ajoutons qu'ils façonnent aussi ce que nous appelons l'islam, et donc l'« aire culturelle » en question, en tendant à lui conférer une orientation conservatrice et fondamentaliste. Les sanctions internationales au détriment de certains régimes – ceux de Milosevic, en Serbie, ou de Saddam Hussein, en Irak, dans les années 1990, celui de la République islamique d'Iran depuis 1979, celui de Kadhafi dans les années 1980 – et les flux d'argent et de marchandises que provoquent les guerres civiles ou les conflits interétatiques – par exemple en Irak en 1990-1991 et en 2003, au Liban dans les années 1980, en Yougoslavie dans les années 1990 – représentent la face cachée (et sulfureuse) de l'intégration régionale, que dévoilent de manière fugitive la prospérité éphémère de quelques pays – par exemple Chypre jusqu'à ces dernières années – ou l'éclatement de divers scandales, tels que l'affaire Reza Zarrab, en décembre 2013, du nom d'un intermédiaire irano-azerbaïdjanoturc proche de l'establishment de l'AKP, en Turquie, et de la classe dirigeante islamo-républicaine en Iran²⁶. Peut-être est-ce sous cet angle obscur que la région accède à une certaine unité. Il conviendrait, dans cette hypothèse, d'inclure à l'analyse le rôle des réseaux ou des grandes organisations criminelles du bassin Méditerranéen, du Sahara et de l'Afrique occidentale qui s'accaparent certains marchés et se spécialisent dans le convoyage de narcotiques, voire de migrants et de réfugiés, et dont les pratiques de blanchiment contribuent à la formation de bulles immobilières, par exemple en Turquie et en Espagne.

Last but not the least, les critères culturels ne sont pas d'un plus grand secours pour circonscrire une aire... « culturelle », ce qui est un comble. L'idée de « civilisation », prise dans sa longue durée braudélienne, peut être une fiction consolatrice et une figure rhétorique prisée des télégrammes diplomatiques, mais ne nous apprend rien sur les sociétés contemporaines. Elle occulte les ruptures sous-jacentes aux continuités et repose sur des périodisations souvent ethnocentriques qui plongent désormais dans la perplexité les

²⁴ K. Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

²⁵ A titre d'exemple, relevons la croissance, en 2014, de 167 % des acquisitions immobilières en Turquie de la part d'investisseurs saoudiens et koweïtiens, ce qui relègue les Allemands au troisième rang des ressortissants étrangers propriétaires de biens immobiliers dans ce pays.

²⁶ L'économie politique de l'ombre de la République islamique d'Iran, à l'interface des secteurs public et privé, dans le contexte de la libéralisation et de son lot de privatisations en trompe l'œil, a été bien documentée par F. Adelhah, *Les Mille et une frontières de l'Iran*, op. cit. et K. Harris, « The rise of the subcontractor state : politics of pseudo-privatization in the Islamic Republic of Iran », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 45, 2013, pp. 45-70.

historiens eux-mêmes. De plus, elle est très marquée idéologiquement par l'« orientalisme » impérial du XIX^e siècle dont elle procède, et n'aide pas au renouvellement des relations de l'Europe avec cette partie du monde, dont la colonisation et la mémoire fantasmatique des croisades ont mis les nerfs à vif.

Certes, la Méditerranée a été dans la longue durée, et jusqu'à aujourd'hui, un système d'interactions, mais il ne s'en est dégagé aucune unité culturelle aveuglante, hormis la consommation de quelques mets communs qui sont loin d'effacer le caractère polémique d'autres aliments tels que le porc ou le vin ; hormis aussi un discours aimable, mais assez creux, sur les origines de la démocratie, le multiculturalisme d'al-Andalous, une sociabilité et un savoir-vivre ensemble s'apparentant à une forme de cosmopolitisme et d'universalisme populaire²⁷, mais qui n'a jamais empêché les gens de s'entre-massacrer, ainsi que l'ont démontré le génocide des Arméniens, l'expulsion sanglante des Grecs d'Anatolie, le conflit intercommunautaire à Chypre ou la guerre civile de Bosnie-Herzégovine²⁸.

Le Moyen-Orient n'est pas une catégorie culturellement plus pertinente, tant sont grandes les différences de langues, de styles architecturaux, de répertoires musicaux, y compris à l'échelle de l'islam. Ce dernier ne procure pas non plus un dénominateur commun indiscutable. Les musulmans sont divisés non seulement politiquement, culturellement ou ethniquement, mais aussi religieusement, dans la mesure où ils n'interprètent pas de manière unanime leur foi sur le plan de sa théologie, de son droit, de sa pratique quotidienne. En d'autres termes, la caractérisation culturelle d'une aire s'apparente à une « invention de la tradition²⁹ », c'est-à-dire à l'invention d'une modernité sous ce couvert, comme le démontrent à l'envi les salafistes, quand bien même ils se piquent d'islam « authentique » et de retour aux origines.

La notion de « monde arabo-musulman », d'un usage courant y compris à l'Université, est particulièrement biaisée et choquante. Tous les Arabes ne sont pas musulmans, et tous les musulmans ne sont pas arabes. La cohérence de la langue arabe fait elle-même problème. L'intercompréhension, dans la langue dialectale, entre le Machrek et le Maghreb, et même entre les sociétés de chacun de ces sous-ensembles, est limitée (mieux vaudrait peut-être parler de « langues arabes » comme on parle de « langues latines », ce qui néanmoins froisserait les consciences religieuses puisque l'« arabe » est la langue sacrée du Coran). Or, cet autre monstre sémiologique du « monde arabo-musulman » est politiquement pervers. Confondre l'arabité et l'islam, c'est placer dans une position subalterne ou marginale, pis, c'est souvent exclure, voire tuer, des segments entiers de la population musulmans, mais non arabes (les Kurdes, les Berbères), ou non musulmans, mais parfois arabes (les chrétiens, les juifs, voire les yézidis). Sans compter que le Moyen-Orient abrite désormais des populations allogènes qui vivent sur son sol de manière durable ou transitoire, à l'instar des Africains subsahariens ou des Chinois en situation d'expatriation ou de migration. Les grandes questions ethnoconfessionnelles qui hantent la région – la question des chrétiens d'Orient, la question chiite, la question juive – procèdent de cette distorsion identitaire.

En définitive, le qualificatif d'« arabo-musulman », pas plus convaincant que les autres critères de classification du même ordre, nous rappelle opportunément que toute invocation essentialiste de la culture est en réalité une procédure d'assignation identitaire indissociable de rapports de pouvoir et d'une histoire particulière. Une telle opération intellectuelle est susceptible de favoriser la domination politique ou l'exploitation économique, mais certainement pas la compréhension des phénomènes qu'elle entend désigner.

²⁷ M. Walzer, « Les deux universalismes », *Esprit*, 187, 1992, pp. 114-133 et « Universalisme et valeurs juives », *Raisons politiques*, 7, 2002, pp. 53-78.

²⁸ Voir, à ce propos, la remarquable analyse du *komsiluk* bosniaque, sous le titre évocateur de « bon voisinage et crime intime », par X. Bougarel, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, chapitre 3.

²⁹ E. Hobsbawm et T. Ranger (eds), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 (traduction française aux éditions d'Amsterdam, 2006). La problématique de l'invention de la tradition a été largement reprise et débattue par les sciences sociales, ce qui a conduit ses promoteurs à l'affiner, à la rendre moins mécaniciste, et à revenir sur certaines de leurs affirmations initiales (voir par exemple <http://enquete.revues.org/319>).

LA RÉPONSE DE LA SOCIOLOGIE HISTORIQUE ET COMPARÉE DU POLITIQUE

La (re)définition d'un ensemble régional doit en conséquence partir non pas de critères statiques, mais de l'identification de dynamiques pertinentes du point de vue que privilégie l'opérateur, scientifique ou organisationnel, de la délimitation dudit ensemble. Ces dynamiques sont susceptibles d'être aussi bien contemporaines que d'ordre historique. Dès lors que l'on ne peut plus se satisfaire d'une conception économiciste de la régionalisation du monde et que l'on est soucieux de prendre en considération les logiques sociales, culturelles, voire politiques, la dimension historique semble incontournable, pourvu que l'on ne perpétue pas les vieilles lunes de l'historicisme, ou de la *path dependency* – et encore moins, pour sûr, celles du culturalisme.

Il ne s'agit donc pas de raisonner dans les termes éculés de la surdétermination des sociétés par le poids de leur histoire (ou de leur « culture »), ni de s'enfermer dans une appréhension linéaire, spatialisée et évolutionniste du temps à laquelle inclinent les notions en vogue de « développement », d'« émergence », de « transition », toutes d'inspiration positiviste plus ou moins avouée – on aurait parlé, au XIX^e siècle, de progrès, ou de « mission civilisatrice », ou encore de « fardeau de l'homme blanc ». Mais l'accent mis sur l'historicité propre des sociétés permet de comprendre l'imbrication des durées historiques qui les constituent – « longues », « moyennes », « courtes », si l'on reste fidèle à Braudel – et qui sont inhérentes aux phénomènes dont traitent l'ingénierie économique ou les sciences sociales. La résonance contemporaine de certains traumatismes du passé historique, à laquelle nous faisons allusion, n'est qu'une illustration parmi d'autres de cette « compénétration des temps » dont parlait le philosophe Henri Bergson pour étayer son propre concept de durée et sur laquelle nous reviendrons.

Si nous continuons de vivre, d'une certaine manière, à l'époque des croisades ou de la colonisation ou encore de la traite esclavagiste, cela ne signifie pas que rien n'a changé et que « nos » croisades, « notre » colonisation ou « notre » exploitation des travailleurs originaires des anciennes colonies soient celles de nos ancêtres. Simplement, nous décryptons une part des transformations du monde à travers le prisme de ces événements du passé et de la mémoire que nous en avons, un peu comme un membre amputé peut continuer à faire souffrir l'infirme. Et les flux qui structurent la région que nous embrassons, pour inédits qu'ils soient, sont inséparables de l'historicité des sociétés qu'ils parcourent et articulent entre elles. Ainsi, par exemple, des itinéraires des migrants ou des trafiquants de narcotiques qui sillonnent les pays du Moyen-Orient et de la Méditerranée en les reliant à l'Amérique latine, à l'Afrique subsaharienne, à l'Asie orientale, méridionale ou centrale, et à l'Europe ; ils reprennent souvent de très vieilles routes commerciales en reposant sur des peuples véhiculaires professionnels du voyage, à l'instar des Baloutches dans le Golfe et la mer d'Oman, des Kurdes à l'interface de l'Iran, de la Turquie et du Levant, ou des Touaregs, des Arabes, des Toubou et des Zaghawa dans le Sahara. Ainsi bien entendu, également, des routes de pèlerinage qu'empruntent désormais des millions de croyants, grâce à la révolution des moyens de transport depuis le XX^e siècle, mais selon une géographie sacrée pluriséculaire.

Dans cette perspective, et sans prétendre à l'exhaustivité, deux démarches s'offrent à nous pour délimiter une « aire » au point de confluence de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La première d'entre elles est l'écologie historique que Peregrine Horden et Nicholas Purcell proposent à partir d'une relecture critique de l'œuvre de Fernand Braudel consacrée à la Méditerranée, et que reprend Judith Scheele à propos du Sahara³⁰. Peregrine Horden et Nicholas Purcell renvoient dos à dos les approches interactionnistes de la Méditerranée, qui choisissent pour focale la mer, et les approches écologisantes, qui privilégient les hinterlands. Ils insistent sur la connectivité de microrégions, notamment par le biais du cabotage – peut-être plus déterminant que la navigation hauturière et son commerce prestigieux, et

³⁰ P. Horden et N. Purcell, *The Corrupting Sea...*, op. cit. ; J. Scheele, *Smugglers and Saints of the Sahara. Regional Connectivity in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

en tout cas étroitement articulé à cette dernière – et insistent sur la mobilité des hommes qui a fourni une réponse récurrente aux déséquilibres économiques ou autres de la région, notamment à l’insuffisance des terres agricoles productives, à l’origine de l’émigration syro-libanaise, espagnole, italienne, grecque aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles. L’unité de la Méditerranée procède donc de sa fragmentation, de ses discontinuités et des circulations qui en découlent. Dans le même esprit, Judith Scheele met l’accent sur l’hétérogénéité de l’espace saharien et sur la synergie entre un commerce transsaharien de longue distance et un commerce saharien de proximité, d’une oasis à l’autre, qui s’apparente à une forme de cabotage du désert. La conclusion qui s’impose, à la lecture de ces travaux, et qu’il faut garder à l’esprit pour la suite de notre raisonnement, a trait à l’articulation intime de la Méditerranée et du Sahara grâce à l’intermédiation d’une multiplicité de connexions. Une telle perspective ouvre la voie à une réconciliation entre la *microstoria* et l’histoire dite « connectée », qui se sont longtemps regardées en chiennes de faïence.

La seconde approche consiste à s’interroger sur les processus de formation de l’Etat dans la région considérée, dans les termes de la sociologie historique et comparée du politique. La cohérence de l’ensemble méditerranéo-moyen-oriental paraît alors procéder d’une séquence historique qui en a été la matrice et qui continue d’en configurer les transformations sociales, économiques et politiques : à savoir le passage d’un monde d’empires à un système régional d’Etats-nations, dans un contexte d’expansion mondiale du capitalisme³¹. Du ^{xvi}^e siècle à la Première Guerre mondiale, la Méditerranée et son arrière-cour moyen-orientale ont été dominées par la relation, d’une part, entre l’Empire ottoman, qui, à son apogée, a régné sur les Balkans, le Machrek, la péninsule Arabique et l’Afrique du Nord (à l’exception du Maroc) et, d’autre part, des empires européens, dont les expressions ont d’ailleurs pu varier : empire des Habsbourg, qui se dissocie au ^{xvi}^e siècle en un Empire autrichien et un Empire espagnol ; Empire portugais ; empires financiers et marchands de Gênes et de Venise ; Empire russe ; et deux monarchies protonationales, l’Angleterre et la France, qui sont elles-mêmes des puissances impériales de par leurs colonies ultramarines, dès le ^{xvii}^e siècle, et se constituent en empires coloniaux de type moderne au ^{xix}^e siècle, y compris en Méditerranée et au Moyen-Orient avec l’occupation et la subordination politique de l’Algérie, de la Tunisie et de l’Egypte, de Chypre, du Maroc, puis, au lendemain de la Première Guerre mondiale, des provinces ottomanes du Machrek (l’Italie, pour sa part, annexera la Libye et les îles du Dodécanèse en 1911, et tentera de coloniser Corfou et l’Albanie après la Première Guerre mondiale).

L’essentiel est de garder à l’esprit deux idées. En premier lieu, l’ensemble méditerranéo-moyen-oriental a pris la forme, pendant plusieurs siècles, d’une combinatoire impériale, les dominations de ce type pouvant éventuellement se superposer (l’Empire ottoman se construisant dans la continuité revendiquée de Rome et de Byzance ; les Empires russe, austro-hongrois, français et britannique recouvrant à la fin du ^{xix}^e siècle la souveraineté ottomane sur un nombre grandissant de provinces) et s’articuler à d’autres empires (Empires safavide, moghol, chérifien ; empires du Sahel). En second lieu, cette combinatoire a laissé la place à l’Etat-nation, somme toute tardivement (indépendance de l’Algérie en 1962, des dernières colonies africaines britanniques deux années plus tard, des Emirats arabes unis en 1972, des colonies africaines portugaises en 1975, de Djibouti en 1977 ; éclatement de la Yougoslavie en 1991, si l’on voit en celle-ci un avatar sous-régional des dominations ottomane et habsbourgeoise ; effondrement de l’Empire soviétique en 1989-1991).

La domination impériale repose sur l’administration indirecte de la différence. La domination statonationale tend à promouvoir l’administration directe de l’unification politique, culturelle, linguistique, voire religieuse. Il s’agit bien entendu de types idéaux, au sens wébérien du terme, par rapport auxquels les sociétés concrètes sont plus ou moins en décalage, et qui se compénètrent largement. Le passage d’un

³¹ Sur la synergie entre l’expansion mondiale du capitalisme et l’universalisation de l’Etat-nation, qui me semble être le propre de la globalisation depuis le début du ^{xix}^e siècle, je me permets de renvoyer à J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004.

modèle à l'autre n'est pas de type linéaire, et il est difficile à périodiser. L'idée nationale naît au sein de l'empire, et de l'empire lui-même, sans nécessairement le remettre en cause³². Ainsi de l'autonomisation de la nation espagnole à partir du xvi^e siècle, dans le giron de la domination intercontinentale de la monarchie catholique, ou des consciences nationales albanaise, arménienne, arabe dans l'Empire ottoman, au xix^e et au début du xx^e siècle³³. La nation, pour sa part, peut engendrer des imaginaires impériaux, comme dans les cas du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, du Portugal, voire de l'Allemagne, aux xix^e et xx^e siècles.

Mais cette distinction entre la domination impériale et la domination statonationale permet de restituer la cohérence de l'« ingénierie démographique³⁴ » sur laquelle a reposé le passage d'un monde d'empires à un système régional d'Etats-nations, et l'orientation ethnoconfessionnelle de la définition de la citoyenneté qui en a résulté. Non pas que la religion en tant que telle ait fourni la circonscription naturelle de la nouvelle forme de domination, l'ait en quelque sorte inspirée comme le ferait accroire un raisonnement nationaliste et culturaliste. Dans les faits, elle a été aussi bien une instance de coexistence et de compromis, ainsi que l'atteste la pratique récurrente du partage de certains lieux de culte entre chrétiens, juifs et musulmans, ou entre sunnites et chiites³⁵. La région se caractérise d'ailleurs par une vieille tradition de mutabilité religieuse. A l'exception italienne près, tous les pays méditerranéens ou proche-orientaux ont été, à un moment ou un autre, païens, chrétiens, musulmans, et de ce point de vue les conflits interconfessionnels contemporains opposent à elles-mêmes autant qu'à d'autres les sociétés qu'ils déchirent. La conversion a été une pratique majeure, qu'illustrent les figures des renégats, des marranes, des *dönme*, des Hemshir – ces musulmans d'origine arménienne de l'hinterland de Rize³⁶ – ou le système, souvent caricaturé, du *devşirme*, la levée par l'Empire ottoman de jeunes garçons non musulmans destinés à devenir ses esclaves étatiques (*kul*), pour les plus doués d'entre eux promis aux plus hautes fonctions, et instruits dans la foi du Prophète. Par ailleurs, les antagonismes sont parfois plus violents au sein d'une même religion que par rapport aux autres, ainsi que le prouvent, jusqu'à la caricature, les animosités interconfessionnelles entre les chrétiens sur les lieux saints de Jérusalem, ou l'hostilité entre chiites et sunnites à l'échelle de l'umma. A dire vrai, les répertoires religieux sont aussi susceptibles de diviser que de rassembler, comme l'ont montré les dernières années de l'Empire ottoman. Lors de la révolution de 1908, les différentes autorités religieuses ont communiqué dans la même « ivresse de la liberté³⁷ » pour légitimer l'ottomanisme civique, et elles ont ensuite cautionné les nationalismes ethnoconfessionnels qui se sont construits sur l'exaltation simultanée de la religion et de la langue, à l'instar du nationalisme turc d'un Ziya Gökalp.

Il s'agit donc moins, répétons-le, de religion que d'élaboration éminemment politique et idéologique de la citoyenneté sur une base ethnoreligieuse. On retrouve ici la problématique interactive de la « cité culturelle³⁸ » et des processus de « confessionnalisation » de l'Etat, bien connus des historiens de l'Europe de l'âge moderne, et dont l'autocéphalie a été la réplique balkanique, parfois poussée jusqu'à l'absurde

³² Ici, la lecture de Vincent Lemire, *Jérusalem 1900. La ville sainte à l'âge des possibles*, Paris, Armand Colin, 2013, est particulièrement stimulante, ainsi que celle de l'étude de Christine M. Philliou consacrée à l'élite transnationale, moins grecque qu'hellénisée, des phanariotes : *Biography of an Empire. Governing Ottomans in an Age of Revolution*, Berkeley, University of California Press, 2011.

³³ M. U. Campos, *Ottoman Brothers. Muslims, Christians, and Jews in Early Twentieth-Century Palestine*, Stanford, Stanford University Press, 2011 ; N. Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2007 ; Hasan Kayalı, *Arabs and Young Turks. Ottomanism, Arabism, and Islamism in the Ottoman Empire, 1908-1918*, Berkeley, University of California Press, 1997.

³⁴ La notion, d'ailleurs débattue par les historiens, a été avancée par Fuat Dündar au sujet de la politique du Comité Union et Progrès à la fin de l'Empire ottoman, et plus spécialement à propos de la déportation des Grecs et de l'extermination des Arméniens, ou des politiques de purification ethnique conduite par les nationalistes des Balkans au détriment des populations musulmanes. F. Dündar, *L'Ingénierie ethnique du Comité Union et Progrès et la turcisation de l'Anatolie (1913-1918)*, Paris, EHESS, 2006, multigr.

³⁵ M. U. Campos, *Ottoman Brothers...*, op. cit., p. 11.

³⁶ H. H. Simonian (ed.), *The Hemshir. History, Society, and Identity in the Highlands of Northeast Turkey*, Londres, Routledge, 2007.

³⁷ F. Georgeon (dir.), « L'Ivresse de la liberté ». *La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Louvain, Peeters, 2012.

³⁸ A. Zambiras et J.-F. Bayart (dir.), *La Cité culturelle. Rendre à Dieu ce qui revient à César*, Paris, Karthala, 2015 et J.-F. Bayart, « Religion et politique en Afrique : le paradigme de la cité culturelle », *Etudes africaines comparées*, 1, avril 2015, <http://www.egeabat.com/chaire-afrique/wp-content/uploads/2015/03/Etudesafricainescomparées-1-7avril-Revu-SDER4.pdf>.

religieux du phylétisme de l'Eglise bulgare, qui prétendait ne recevoir de fidèles qu'en raison de leur appartenance ethnolinguistique à la nation bulgare, en dépit de sa condamnation par la Grande Eglise de Constantinople, en 1872 (la condamnation sera levée en février 1945, et le patriarcat bulgare restauré en 1953 avec la sollicitude du parti communiste). D'une part, la sphère du religieux se constitue en matrice de l'Etat en lui donnant son mode d'organisation, son vocabulaire, son imaginaire, des possibilités de subjectivation politique. De l'autre, l'Etat paramètre la sphère du religieux en contribuant à sa bureaucratisation, en l'émasculant politiquement sur le mode de la domination césaropapiste de type byzantin, ottoman ou colonial, voire en lui imposant une séparation des cultes et du politique comme en France depuis 1905. Soit dit en passant, une telle interaction corrobore l'impossibilité de définir une « aire culturelle » sur la base d'un critère religieux, puisque les religions « n'existent pas » autrement que dans leur rapport à l'Etat, au marché, à l'ensemble des facteurs de la transformation sociale, et que dans leur relation aux autres croyances dès lors que prévaut le pluralisme confessionnel dans l'ensemble considéré, le cas échéant selon la logique conflictuelle des « ennemis complémentaires » (Germaine Tillion).

L'ensemble méditerranéo-moyen-oriental n'est pas sorti de cette séquence du passage d'un monde d'empires à un monde d'Etats-nations. L'illustrent les péripéties de ces dernières décennies, des guerres civiles libanaise ou yougoslave, dans les années 1980-1990, aux guerres civiles contemporaines dans le Machrek et aux sécessionnismes dans l'espace postsoviétique. Tous ces cas confirment que le ressort du processus de formation de l'Etat-nation est la définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté, à la faveur de nationalismes dits culturels qui ont essaimé en Europe centrale et balkanique à partir du ^{xix}^e siècle, dont le kémalisme est un surgeon, que reprend très largement la théorie stalinienne des nationalités en Union soviétique entre les deux guerres, et à laquelle adhèrent les nationalismes arabes (y compris dans leur version islamiste contemporaine), le nationalisme iranien, les nationalismes balkaniques des années 1990, le sionisme, ou le nationalisme poutinien dans l'espace russophone et postsoviétique.

La technologie de base de ce basculement politique est la purification ethnique – Venizelos parlait de « régularisation ethnologique », après un premier accord d'échange de populations avec l'Empire ottoman, en 1914³⁹ –, que celle-ci se fasse sur le mode du massacre, de la déportation, ou encore de l'assimilation forcée comme pour les Kurdes en Turquie jusque dans les années 2000, les populations turcophones en Bulgarie dans les années 1970-1980, les Berbères en Algérie et, dans une moindre mesure, au Maroc (jusqu'en 2011), ou enfin de la discrimination dissimulée, en fonction des origines, par identification administrative (*zoraki ayırmıcılık*) – grâce, par exemple, à des séries particulières dans la numérotation des pièces d'identité ou à différentes catégories d'inscription à l'état civil – d'« étrangers du cru » (*yerli yabancı*), comme l'on dit en Turquie à propos des citoyens turcs de confession ou d'origine chrétienne et juive⁴⁰. Ici, il est moins question de culture, de religion ou d'affrontements intercommunautaires que de politiques publiques, décidées et menées rationnellement par des acteurs identifiables, souvent cautionnées diplomatiquement par les puissances étrangères, ainsi que le démontrent les recherches traitant du génocide des Arméniens, de l'échange des populations de 1923 et du pogrom d'Istanbul en 1955 pour ce qui est de la Turquie, ou de la colonisation sioniste au détriment des Palestiniens, ou encore des guerres entre les Républiques yougoslaves dans les années 1990 – des politiques publiques qui, bien entendu, se sont appuyées sur des forces sociales ou ont fait l'objet d'une appropriation de la part des sociétés.

³⁹ Cité par Olivier Delorme, *La Grèce et les Balkans. Du ^v^e siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 2003, p. 865.

⁴⁰ Sur la définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté en Turquie, voir J. White, *Muslim Nationalism and the New Turks*, Princeton, Princeton University Press, 2013, notamment pp. 80-87. C'est le traité de Lausanne qui a institutionnalisé ce « code de filiation » sur la base de l'appartenance ethnoconfessionnelle, en vue de l'inscription des enfants dans les écoles confessionnelles auxquelles ils avaient droit en tant que membres d'une minorité religieuse. L'état civil attribue le chiffre 1 aux Grecs, le 2 aux Arméniens, le 3 aux Juifs.

Les principaux épisodes de ce basculement de la région de l'empire à l'Etat-nation ont été : la poussée russe dans le Caucase et en Asie centrale, au ^{xix}^e siècle, et la guerre russo-ottomane de 1877-1878, qui ont entraîné l'exode de millions de musulmans vers l'Anatolie ; les guerres balkaniques de la fin du ^{xix}^e siècle et du début du ^{xx}^e siècle, qui ont consacré la milicianisation des conflits sur une base ethnoconfessionnelle, toujours opératoire comme l'ont rappelé la guerre de Yougoslavie, dans les années 1990, ou, aujourd'hui, la guerre d'Ukraine ; la politique de purification ethnique du Comité Union et Progrès, à partir de 1912, qui culmine avec le génocide des Arméniens, en 1915, et l'échange des populations entre la Turquie et la Grèce, en 1923 (en contrepoint de celui qu'avait conclu cette dernière avec la Bulgarie dès 1919) ; l'expansionnisme du royaume de Grèce, dont la Grande Idée tourne à la Grande Catastrophe en 1922, mais qui parvient à helléniser la population de la Macédoine grâce aux échanges de populations avec la Bulgarie et la Turquie et à ne plus comprendre que 93,83 % de Grecs orthodoxes sur son territoire – un cas longtemps exceptionnel dans les Balkans et qui n'a eu d'égal que l'Albanie ; le régime des mandats de la SDN, dont l'administration par la France et le Royaume-Uni « traditionalise » les sociétés irakienne, syrienne et libanaise sur une base ethnoconfessionnelle ; la politique coloniale de la France qui « islamise » le Maghreb et l'Afrique occidentale en refusant d'étendre la loi de 1905 de séparation des cultes et de l'Etat à l'Algérie, en concluant un compromis historique avec les confréries, notamment au Sénégal, et en transformant la monarchie chérifienne en « commanderie des croyants » ; la colonisation sioniste de la Palestine au détriment des Arabes ; la reproduction des consciences nationalistes de facture ethnoconfessionnelle dans les Balkans sous le couvert de la Yougoslavie, « sorte de mini-empire plurinational calqué sur le modèle soviétique⁴¹ », qu'exacerbe l'épisode de la Seconde Guerre mondiale et qui font résurgence après la mort de Tito ; le « processus de régénération » au détriment des turcophones, mais aussi des musulmans bulgarophones, les Pomaks, en Bulgarie, dans les années 1970-1980 ; la « systématisation » culturelle en Roumanie socialiste, dans les années 1970-1980, aux dépens des minorités hongroise et allemande ; l'« albanisation » de l'Albanie à l'issue de la Première Guerre mondiale, la radicalisation de cette politique sous la houlette d'Enver Hodja au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et la résurgence de la question albanaise au Kosovo et en Macédoine dans les années 1990-2000 ; la discrimination généralisée au détriment des Tsiganes dans la quasi-totalité de ces pays ; les mesures de nationalisation de l'économie, voire de répression politique, dans les années 1950, qui aboutissent au départ d'Egypte des minorités chrétienne et juive, et notamment de la plupart des Egyptotes ; la partition de Chypre, en 1974, sur une base ethnoconfessionnelle.

Ce procès multiforme de l'Etat-nation a pour moteur l'invention, religieuse et/ou nationaliste, de la tradition comme invention de la modernité, puisqu'elle véhicule et habille idéologiquement l'urbanisation, le développement de l'enseignement bureaucratique de type occidental (essentiellement au profit des hommes, au moins dans un premier temps), la révolution des transports et des communications, voire l'industrialisation⁴². La purification ethnique est également allée de pair avec une purification économique au profit de la classe dominante ethnoconfessionnelle, et au détriment des minorités assujetties ou éradiquées. Au nom du nationalisme économique ou du socialisme, l'accumulation primitive de capital s'est réalisée par confiscation des « biens abandonnés » – pour reprendre le terme cynique des unionistes ottomans à propos des Arméniens tués ou déportés –, ou par des mesures de nationalisation, voire de collectivisation. En bref, le passage de l'empire à l'Etat-nation s'est traduit par des dépossessions de masse et par un transfert radical de la propriété qui hypothèque la réconciliation entre les vainqueurs et les vaincus. Tel est le non-dit, ou le pas trop dit, du conflit israélo-palestinien ou de la reconnaissance du génocide des Arméniens.

⁴¹ X. Bougarel, *Survivre aux empires. Islam, identité nationale et allégeances politiques en Bosnie-Herzégovine*, Paris, Karthala, 2015, p. 350.

⁴² E. Hobsbawm et T. Ranger (eds), *The Invention of Tradition*, op. cit.

A y bien réfléchir, la banalité, voire la quasi-généralisation de la purification ethnique de type militaire, politique ou culturel qui a accompli le passage de l'empire à l'Etat-nation est l'un des dénominateurs communs les plus tangibles de l'ensemble méditerranéo-moyen-oriental. Rappelons, pour mémoire, outre les exemples déjà cités, l'exode des pieds-noirs français d'Algérie ; le départ des juifs du Maghreb sous la pression du nationalisme arabe, mais aussi à l'appel d'Israël ; l'échange de populations grecques et turques à Chypre après le coup d'Etat de 1974 et le débarquement turc qui y a répondu ; la « grande excursion » de 360 000 Bulgares turcophones en Turquie, en 1989, sous la pression du « processus de régénération » ; l'émigration en Israël d'un nombre considérable de juifs russes (ou supposés tels) après la chute de l'URSS ; l'expulsion *manu militari* des Palestiniens de leurs terres en 1947-1948, la poursuite du processus de colonisation dans les Territoires occupés, et le renforcement constant du caractère juif de l'Etat d'Israël, que certains qualifient d'ethnocratie ; les persécutions contre les chrétiens d'Orient. De ce point de vue, les massacres et l'iconoclasme de Da'ech en Irak et en Syrie participent moins d'une « barbarie » ou d'un « obscurantisme » islamiste que d'une logique politique récurrente dans la région depuis deux siècles.

Cette dernière est bien une galaxie de « terres de sang », pour reprendre le titre du célèbre roman de Dido Sotiriu⁴³, dans lequel le paysan grec Manolis Axiotis narre la « Catastrophe d'Asie mineure » – titre qu'utilisera, peut-être sans le savoir, l'historien Timothy Snyder pour désigner les confins, et le champ d'interaction, des empires allemand et soviétique, où 14 millions de personnes furent mises à mort de 1933 à 1945 au gré de politiques implacables de purification ethnique et sociale⁴⁴. Des « terres de sang » qui sont aussi des terres de l'absurde identitaire. Les *dönme*, expulsés de Salonique en tant que musulmans, entre 1912 et 1924, ont été reçus (et tenus en suspicion) en Turquie en tant que juifs, une ironie sinistre qui frappe également nombre de personnes, de familles ou de communautés de Méditerranée orientale et du Moyen-Orient dont le pedigree n'est pas aussi limpide que le voudraient les idéologues et les bureaucrates nationalistes⁴⁵. Et, en 1975, le président Houari Boumedienne expulsa d'Algérie 350 000 Marocains en guise de rétorsion de la Marche verte qui avait mobilisé 350 000 sujets du roi Hassan II à la frontière du Sahara espagnol.

Les problématiques du développement économique, de la diplomatie, du dialogue interreligieux, voire des sciences sociales, occultent cette réalité historique, ou ne la traitent que sélectivement et/ou temporairement, sur le registre humanitaire et dépolitisé des déplacés ou des réfugiés, alors même qu'elle est constitutive de la formation des Etats, de leur asymétrie régionale ou ethnique, et de maints problèmes auxquels ils sont confrontés. Pour n'en prendre qu'un exemple, Da'ech est le légataire universel de la prééminence accordée aux élites sunnites par les Britanniques, dans le cadre de leur mandat sur l'Irak, entre les deux guerres, et abrogée par l'intervention américaine de 2003. C'est ce que rappelle à l'envi Recep Tayyip Erdoğan, dans son style vigoureux : « L'autre nom de la Première Guerre mondiale était la “première guerre de partage” [sous-entendu : de l'Empire ottoman]. Cette définition est très importante. Nous voyons très clairement que la Première Guerre mondiale n'est pas encore achevée. La longue parenthèse ouverte par la Grande Guerre n'est pas encore fermée. L'ombre de l'ordre mis en place à la suite de cette guerre est présente dans toutes les questions existantes, dans tous les conflits de notre région. Cet ordre est la cause de tout le sang qui coule dans notre région. Le traité signé à la fin de cette guerre [sous-entendu : les accords secrets Sykes-Picot du 16 mai 1916, signés entre la France et le Royaume-Uni, avec l'agrément de la Russie et de l'Italie, qui donneront lieu à contestation ou conflit entre Londres et Paris après la victoire, mais formateront largement l'après-guerre au Proche-Orient] n'a fait qu'apporter le chaos, la douleur, les larmes et l'oppression », déclarait-il le 20 mars 2015. Propos politiquement et diplomatiquement intéressés, sans aucun doute, et néanmoins difficilement récusables sur le fond.

⁴³ D. Sotiriu, *Terres de sang*, Paris, Hatier, 1996 pour la nouvelle édition française.

⁴⁴ T. Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.

⁴⁵ J. White, *Muslim Nationalism and the New Turks*, op. cit., p. 92 et p. 152. Sur l'histoire des *dönme*, voir M. David Baer, *The Dönme. Jewish Converts, Muslim Revolutionaries, and Secular Turks*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

LA CARACTÉRISATION POLITIQUE DE L'ESPACE HISTORIQUE MÉDITERRANÉO-ORIENTAL

Une telle problématisation de l'aire méditerranéo-moyen-orientale nous semble ouvrir plusieurs perspectives heuristiques. L'aune du processus de passage de la domination impériale à la domination stato ou ethnonationale repose la question du « legs colonial⁴⁶ » dans l'ensemble régional, mais en la complexifiant. D'une part, elle la place dans une temporalité plus longue, notamment en soulignant la concaténation de la domination coloniale européenne – britannique, française, mais aussi russe dans le Caucase, voire autrichienne en Bosnie-Herzégovine – avec la domination impériale ottomane : l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie, la Libye, le Machrek, avant d'être colonisés (ou « paracolônisés », sur les modes du protectorat ou du mandat de la SDN) par la France ou la Grande-Bretagne, ont été des provinces ottomanes, et l'Etat contemporain en porte la trace jusqu'à aujourd'hui. D'autre part, la colonisation se trouve « dé-racialisée » en tant que catégorie analytique, alors même qu'elle a représenté une forme historique raciale de domination impériale dans les pays dits arabes ou africains : chose peu connue ou évoquée, Venise a exercé une domination coloniale sur la Crète et une partie de la mer Egée avant que l'Empire ottoman ne lui ravisse ses possessions ultramarines ; le modèle de la plantation coloniale de canne à sucre a été inauguré en Méditerranée orientale ; Chypre a été une colonie anglaise, et le Dodécanèse une colonie italienne, au sens strict du terme, à laquelle Mussolini aurait bien aimé ajouter Corfou et l'Albanie ; le Raj britannique, et donc ses supplétifs indiens, ont dominé culturellement, financièrement, administrativement, économiquement, voire militairement, les émirats du Golfe, l'Irak et le sud de l'Iran dans la seconde moitié du XIX^e siècle et une grosse première moitié du XX^e siècle. C'est dans ce contexte plus large que doit éventuellement être reprise la caractérisation, polémique et passionnelle, du caractère colonial, ou non, de l'Etat d'Israël.

La comparaison n'a pas pour objet de dégager des similitudes artificielles. On le sait, elle est un « inventaire des différences » et agit comme un « opérateur d'individualisation » de situations précises⁴⁷. Ainsi entendue, la sociologie historique du politique amène à mieux saisir la singularité des Etats de l'ensemble méditerranéo-moyen-oriental né de cette matrice historique commune. Par exemple, le facteur de l'héritage ottoman dégage immédiatement la particularité du Maroc : celui-ci n'a jamais été conquis, et donc n'a jamais été soumis à la Sublime Porte, arrière-plan historique qui a donné au protectorat français une texture très différente de son équivalent en Tunisie et a facilité la captation du nationalisme par la monarchie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et plus généralement le processus de sa modernisation conservatrice, jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution, en pleine tourmente des Printemps arabes, en 2011. De même, le réformisme autoritaire qui prévaut en Tunisie, sous couvert de « modération », et qui vient sans doute d'être renouvelé dans les urnes, est l'imbrication dans la durée du réformisme islamique du XIX^e siècle (la Nahdda), du réformisme ottoman, du réformisme colonial et du réformisme nationaliste yousséfiste et bourguibien dont Ben Ali a été le pâle héritier : Bourguiba ne s'est jamais prétendu laïciste, se plaçant dans la lignée des grands réformateurs musulmans de la fin du XIX^e siècle et faisait du développement le vrai djihad⁴⁸... La trajectoire égyptienne est assez similaire, à ceci près qu'elle trouve son point de départ dans la figure néo-bonapartiste de Mehmed Ali et que l'inspiration saint-simonienne y est centrale aussi bien chez les nationalistes sécularistes, tel Nasser, que chez les Frères musulmans dont ces derniers ont été historiquement beaucoup plus proches qu'on ne le dit. Sans multiplier les cas, on peut insister sur la contribution de la sociologie historique à la compréhension fine du mode de gouvernement spécifique d'un pays, que révèle la prise en compte de l'ensemble régional auquel il appartient.

⁴⁶ J.-F. Bayart et R. Bertrand, « De quel "legs colonial" parle-t-on ? », *Esprit*, décembre 2006, pp. 134-160.

⁴⁷ P. Veyne, *L'inventaire des différences*, op. cit.

⁴⁸ Sur la concaténation des réformismes en Tunisie, voir B. Hibou, *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006 et « Le réformisme, grand récit politique de la Tunisie contemporaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 56-4bis, 2009, pp. 14-39 ; sur le rapport de Bourguiba à l'islam, voir L. Hajji, *Bourguiba et l'islam*, op. cit.

Mais, loin d'émettre l'interprétation des phénomènes observés ou la conception des politiques publiques à leur endroit, la sociologie historique restitue une cohérence à l'échelle de l'ensemble régional et autorise à moduler sa délimitation en fonction de considérations politiques ou institutionnelles. Elle identifie une combinatoire historique pluriséculaire dont l'actualisation demeure active, sous des formes contemporaines, et dont la dynamique la plus significative a été ce passage plus ou moins sanglant de l'empire à l'Etat-nation de type ethnoconfessionnel. Dans sa définition la plus large, l'ensemble régional ainsi spécifié comprend le cœur historique de l'Empire ottoman (Balkans et Bithynie, à l'est du Bosphore), ses anciennes provinces anatoliennes, moyen-orientales, caucasiennes et nord-africaines, les zones de sa connexion, de son osmose ou de son chevauchement avec d'autres empires contigus et rivaux, comme l'empire russe des Romanov en mer Noire et dans le Caucase, l'empire safavide/qajar en Asie antérieure et dans le Caucase, les empires ou royaumes sahéliens auxquels lui donne accès la conquête de la Tripolitaine au ^{xvi}^e siècle, l'Empire alawite ancêtre de la monarchie marocaine contemporaine avec lequel il est en rivalité saharienne. Il engloberait donc *a minima* les pays balkaniques, Chypre, l'Ukraine, les pays du Caucase, la Turquie, Israël, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, le Liban, les pays d'Afrique du Nord (Maroc et Mauritanie compris) ; *a maxima* l'Iran, voire l'Afghanistan et les Républiques musulmanes d'Asie centrale, et le Soudan, voire les Etats du Sahel.

La sociologie historique se posant aux antipodes de l'historicisme évolutionniste, elle laisse toute sa place aux incertitudes de la contingence et aux possibilités de transformations, voire de ruptures, dans la délimitation des « aires culturelles ». Celles-ci peuvent procéder des dynamiques internes aux sociétés analysées. Par exemple, sous la forme d'une distanciation par rapport à la définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté : en Turquie, le gouvernement conservateur d'obédience islamique a plaidé, jusqu'au retournement tragique de l'été 2015, en faveur d'une « République de Turquie » (*türkiyeli*), au lieu de la « République turque » (*türk*) chère aux néo-kémalistes et aux ultranationalistes du MHP⁴⁹ ; et, au Maroc, la révision constitutionnelle de 2011 a reconnu l'identité amazigh. Ou, au contraire, sous la forme d'une reconfessionnalisation de la citoyenneté : l'Union européenne, depuis les années 1980-1990, revient sournoisement à ce modèle, et semble tentée de passer aux aveux sous prétexte d'afflux des réfugiés, tandis que l'Espagne se dit prête à accorder sa nationalité aux descendants des juifs qui ont quitté la péninsule Ibérique sous la pression de l'Inquisition, au ^{xvi}^e siècle, mais non à ceux des Andalous musulmans que la Reconquista a chassés... La redéfinition d'une « aire culturelle » procède aussi de facteurs d'un autre ordre, comme, par exemple, la montée en puissance de hubs aéroportuaires ou de ports de containers, la construction de gazoducs ou d'oléoducs, la survenue de catastrophes environnementales ou sanitaires, le jeu d'acteurs internationaux étrangers à la région.

Quoi qu'il en sera, l'arbre du djihadisme dissimule aujourd'hui, dans tout l'espace historique considéré, la forêt autrement plus conséquente d'un « gouvernement dans la violence⁵⁰ » polymorphe, né du passage de l'empire à l'Etat-nation. Celui-ci trahit moins la « faiblesse » ou la « faillite » de l'Etat qu'un mode de sa formation et de sa privatisation. C'est d'ailleurs une spécialiste de l'Empire ottoman, Karen Barkey, qui a été l'une des premières à démontrer comment « bandits » et « bureaucrates » étaient susceptibles de faire système⁵¹. Dans la perspective de l'économie politique, Béatrice Hibou a pour sa part expliqué comment la « dissidence économique » était en synergie avec le « contrôle politique⁵² ».

Les opérateurs de la violence – mouvements armés, milices, organisations criminelles, « coupeurs de route », délinquants – sont souvent étroitement connectés à des détenteurs de l'autorité étatique, ou à des mobilisations politiques, au service desquels ils commettent leurs méfaits. Par ailleurs, ils ne sont

⁴⁹ Sur les débats et les contradictions de la définition de la citoyenneté en Turquie immédiatement contemporaine, voir J. White, *Muslim Nationalism and the New Turks*, *op. cit.*

⁵⁰ J'emprunte l'expression à Jacobo Grajales, *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, sous presse.

⁵¹ K. Barkey, *Bandits and Bureaucrats. The Ottoman Route to State Centralization*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.

⁵² B. Hibou, « Les enjeux de l'ouverture au Maroc. Dissidence économique et contrôle politique », *Les Etudes du CERI*, 15, avril 1996.

pas les derniers à pratiquer la « dissidence économique », éventuellement sur le mode de la criminalité pure et simple, ou en tirant parti de la rente de la guerre. L'histoire du nationalisme dans les Balkans ou du bolchevisme dans le Caucase, du sionisme en Palestine, des guerres civiles de Yougoslavie et d'Algérie dans les années 1990 abonde en cas de ce genre. Et aujourd'hui, le djihad ne fait pas exception. Les jeunes Occidentaux qui rallient Da'ech sont souvent passés par la case de la délinquance avant de rejoindre un mouvement qui s'autofinance par l'accaparement des réserves bancaires, de la rente pétrolière et des richesses archéologiques des territoires dont il prend le contrôle. La dimension religieuse de certains mouvements n'est pas première, voire ne doit pas être prise pour argent comptant, même si elle participe de (et à) la définition ethnoconfessionnelle de l'appartenance politique. Les djihadistes ouest-européens sont au fond très proches, dans les termes de l'époque, de ce que furent les adeptes des Brigades rouges, de la bande à Baader ou d'Action directe, dans les années 1970-1980. Indissociable de l'économie morale de la justice et de la dignité, la violence met en jeu le statut social des subalternes, en particulier de la jeunesse exclue – éventuellement d'extraction servile, souvent d'origine étrangère – et l'économie politique de la citoyenneté, du travail, de la terre. Dans le double contexte du passage de l'empire à l'Etat-nation et au capitalisme, elle s'énonce aisément dans les idées d'autochtonie politique et d'authenticité culturelle ou religieuse⁵³.

Mais la violence reste inféodée aux logiques de l'Etat et de ses tenants, à la constitution et à la reproduction desquels elle contribue, sur le modèle colombien, algérien, tchadien, centrafricain ou afghan⁵⁴ : parce qu'elle est instrumentalisée par certains détenteurs du pouvoir d'Etat ; parce qu'elle inspire son orientation ethnoconfessionnelle ; parce qu'elle provoque la réponse collective du système d'Etats régional ou international, comme aujourd'hui en Syrie, en Irak et au Nigeria, quitte à réintégrer dans le jeu des Etats parias, tels que l'Iran, ou à fournir une rente et une aubaine de légitimité semblables à celles qu'exploitent l'Egypte et le Tchad sous prétexte de lutter contre le « terrorisme ». L'une des manifestations de ce « gouvernement dans la violence » est la création d'Etats croupions, fantoches et volontiers criminels – Transnistrie, Donbass, Abkhazie, Ossétie du Sud, Chypre du Nord – par laquelle s'affirme la puissance d'Etats dominants – en l'occurrence la Russie et la Turquie – sur le mode de l'hommage du vice à la vertu. Il n'est pas sûr que Da'ech remette en cause ce type de gouvernement. Le mouvement armé poursuit un objectif d'« Etat islamique » et se situe largement dans la continuité de la domination des élites sunnites irakiennes sur lesquelles s'appuyait le régime baasiste, en bon légataire du régime mandataire britannique, confessionnellement orienté. Certes, il prétend constituer un califat englobant les pays du Levant, et au-delà⁵⁵. Reste à savoir si cette ambition s'avérera réalisable, et notamment si elle résistera au clivage entre les anciens officiers de Saddam Hussein et les transfuges de l'armée et des services secrets du régime Assad. On sait que le panarabisme du Baas n'avait pas survécu à la rivalité syro-irakienne...

Très en vogue, et souvent appliquées à la région, les notions d'Etat « failli » ou « faible », outre qu'elles omettent de préciser les origines de sa débilité supposée, s'interdisent tout à la fois de saisir l'historicité propre des sociétés politiques auxquelles on les applique, et leur dénominateur commun à l'aune de la zone considérée. Elles ne sont donc d'aucune utilité pour délimiter cette dernière, hormis le fait qu'elles l'aplatissent dans une vision normative et anhistorique. En revanche, la problématisation de la sociologie

⁵³ P. Geschiere, *The Perils of Belonging. Autochtony, Citizenship, and Exclusion in Africa & Europe*, Chicago, The University of Chicago Press, 2009 et J.-F. Bayart, P. Geschiere et F. Nyamnjoh, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, 10, janvier 2001, pp. 53-70.

⁵⁴ J. Grajales, *Gouverner dans la violence*, op. cit. ; L. Martinez, *La Guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998 ; M. Debos, *Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013 ; E. Chauvin et C. Seignobos, « L'imbroglio centrafricain. Etat, rebelles et bandits », *L'Afrique contemporaine*, 4, 2013, pp. 119-148 ; G. Dorronsoro, *La Révolution afghane. Des communistes aux tâlebân*, Paris, Karthala, 2000 ; F. Adelhah (dir.), « Guerre et terre en Afghanistan », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 133, 2013.

⁵⁵ Voir la petite mise au point de P.-J. Luizard, *Le Piège Daech. L'Etat islamique ou le retour de l'Histoire*, Paris, La Découverte, 2015, qui insiste à la fois sur l'orientation étatiste du mouvement et sur sa subversion du système régional postmandataire d'Etats.

historique et comparée du politique débouche sur l'identification d'un vaste espace allant de la mer Noire et de l'Asie centrale à l'Afrique centrale, que continuera à dominer le « gouvernement dans la violence » de transformations socio-économiques, démographiques et environnementales rapides, selon les ressorts de la revendication d'autochtonie et de la mobilisation ethnoconfessionnelle.

MOMENTS D'HISTORICITÉ, SITUATIONS, ESPACES HISTORIQUES

Pourvu que l'on soit soucieux d'historicité, la notion d'« aire culturelle » prête plus à confusion qu'à autre chose, même à titre de fiction. Il semble préférable de lui substituer un concept plus neutre, comme, par exemple, celui d'espace historique, étant entendu qu'un tel espace relèvera toujours de la contingence, des partis pris d'une construction intellectuelle, d'une dimension imaginaire, d'une logique énonciative.

De ce point de vue, il est assez clair que le bassin méditerranéen et le Moyen-Orient forment un ensemble historiquement compréhensible qui ne s'est jamais actualisé que dans son rapport avec d'autres espaces historiques connexes. Ce sont moins ses propriétés intrinsèques qui le caractérisent que la combinatoire de ses interactions avec son environnement et son propre mouvement. Un espace historique n'a pas grand chose de culturel ni de religieux, sinon son élaboration politique de ces dimensions inhérentes à toute vie sociale. Pour continuer à citer Gilles Deleuze, il est bien un « événement » au lieu d'être une « essence ».

Ce genre d'« événement », je proposerai de le nommer « *moment d'historicité* ». Le terme de moment est utile en ce qu'il implique un temps circonscrit, circonstanciel, contingent, saisi par son contenu, et par différenciation au regard d'une durée plus longue. Ainsi appréhendé, le *moment* est un angle par lequel envisager l'historicité de manière moins structurelle que celui des *situations* installées, telles que la fameuse « situation coloniale » de Georges Balandier, les « situations autoritaires » sur lesquelles ont travaillé Guy Hermet et Alain Rouquié, ou encore les « situations thermidoriennes » que j'ai identifiées au gré de l'institutionnalisation de régimes révolutionnaires dans un contexte de globalisation néolibérale⁵⁶. Mais ces exemples montrent que le distinguo est tout relatif. Les *situations* coloniales ont traversé des *moments* différents, tout comme les *situations* autoritaires, et j'aurais pu aussi bien parler du *moment* thermidorien, au lieu de situation, dans mon analyse de la République islamique depuis la mort de l'imam Khomeyni, en 1989⁵⁷. Les deux notions tendent donc à se chevaucher. Leur usage dépend de ce que l'on entend dégager.

Dans mon esprit, le *moment d'historicité* est un point nodal qui décline les durées plus ou moins longues de l'histoire, au sens de Braudel, et articulent les temporalités hétérogènes, mais synchrones, de différents « paysages » (*landscapes*) de la globalisation, si l'on retient le terme d'Arjun Appadurai, ou du « temps mondial », dans les mots de Wolfram Eberhard⁵⁸. Il est un point de concaténation de temporalités disparates. La *situation* désigne une forme d'interaction sociale dans sa reproductibilité et sa dimension centripète ; le *moment d'historicité* la combinatoire contingente de durées hétérogènes, saisie dans sa capacité à structurer une situation spécifique désormais susceptible de se reproduire. La première acception dégage la permanence d'une forme, l'autre le basculement historique dans cette forme, sans que cette distinction renvoie nécessairement à une succession. Elle indique plutôt, répétons-le, une différence d'éclairage de la part de l'analyste.

⁵⁶ J.-F. Bayart, « Le concept de situation thermidorienne : régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique », *Questions de recherche/Research in Question* 24, mars 2008, pp. 62 et suiv., <http://www.ceri-sciences-po.org/publica/question/qdr24.pdf>. On sait que Romain Bertrand préfère parler de « moment colonial », plutôt que de « situation coloniale », pour donner toute sa place au « hors champ » des sociétés indigènes par rapport à l'Etat colonial. R. Bertrand, « Les sciences sociales et le "moment colonial" : de la problématique de la domination coloniale à celle de l'hégémonie impériale », *Questions de recherche/Research in Question*, 18, juin 2006, <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/qdr18.pdf>.

⁵⁷ J.-F. Bayart, *L'Islam républicain*. Ankara, Téhéran, Dakar, Paris, Albin Michel, 2010, chapitre 4.

⁵⁸ A. Appadurai, « Disjuncture and difference in the global cultural economy », *Public Culture*, 2 (2), printemps 1990, pp. 1-24 ; W. Eberhard, *Conquerors and Rulers : Social Forces in Medieval China*, Leyde, E. J. Brill, 1965.

Il est vrai qu'une objection peut être opposée à l'identification de ce moment d'historicité en Méditerranée orientale qui nous a occupés : le passage de l'empire à l'Etat-nation, par purification ethnique. La « connectivité méditerranéenne » n'a-t-elle pas, de longue date, entraîné la mobilité des hommes, sous la forme d'émigration économique, mais aussi de déplacements forcés de populations dont les empires n'ont eux-mêmes pas été avarés, et qui apparaissent en tant que tels comme des procédures de « connectivité » ? Néanmoins, la définition exclusive de l'appartenance, sous l'effet des nationalismes culturels, et la généralisation de la propriété privée de la terre, au sens capitaliste du terme, ont complètement transformé les conditions politiques des mobilités, volontaires ou forcées⁵⁹. Là où l'Empire ottoman a accueilli et englobé les juifs ibériques au xv^e-xvi^e siècle, et les millions de réfugiés balkaniques et caucasiens au xix^e siècle (et ce jusqu'à la Première Guerre mondiale), l'Etat-nation capitaliste cantonne les populations mobiles aux statuts d'étranger, de réfugié, de déplacé, voire d'apatride. Par exemple, 40 % des enfants nés au Liban de parents réfugiés syriens, depuis 2011, ne sont pas enregistrés à l'état-civil, en raison du mauvais vouloir de la bureaucratie de l'Etat hôte, et sont ainsi voués à l'inexistence juridique. En Iran, de nombreux enfants de parents afghans (ou de couples mixtes), d'« identité incertaine », se retrouvent dans la même situation depuis le durcissement de la législation relative à l'immigration dans les années 2000⁶⁰. Le prohibitionnisme migratoire de la « forteresse Europe » n'est que le changement d'échelle et la mutualisation de cette logique statonationale, qui repose implicitement sur une conception ethnoconfessionnelle de l'Europe « judéo-chrétienne », et dont la mise en œuvre provoque la mort en mer de trois mille à quatre mille personnes par an, dont nombre d'enfants, ou la « disparition » administrative de quelque dix mille d'entre eux, depuis l'été 2014, selon Europol.

Autrement dit, la synergie entre l'expansion du capitalisme et l'universalisation de l'Etat-nation, caractéristique de la globalisation des xix^e-xx^e siècles, confère à ce moment d'historicité sa singularité par rapport aux époques antérieures, même si celles-ci ne furent pas avarées de déportation et d'assimilation culturelle, voire de conversions forcées. Nous rencontrons là un cas d'imbrication de deux durées braudéliennes : la longue durée des mobilités méditerranéennes ; celle, plus ramassée, de son formatage rationnel-légal et capitaliste. De même, l'ethnisation des juifs, et leur transformation en Juifs, constituent un processus pluriséculaire, qu'amorce l'hégémonie de deux nouveaux universalismes monothéistes, le christianisme et l'islam, en Méditerranée, dès le haut Moyen Âge, qu'essentialise le néo-darwinisme racialisé à la fin du xix^e siècle, mais qui revêt une signification inédite dans le contexte de territorialisation statonationale et capitaliste, sur les ruines de l'Empire ottoman, au xx^e siècle⁶¹.

Cette approche de sociologie historique et comparée du politique présente, à mes yeux, un double avantage. D'une part, elle permet de dépasser l'altérité de l'« Orient » par rapport à l'« Occident ». L'espace historique que nous avons identifié transcende cette distinction et réunit dans une même logique des Etats européens et des Etats moyen-orientaux, nord-africains ou subsahariens au gré des interactions impériales et du basculement général de l'empire à l'Etat-nation. Il est le produit d'un « moment d'historicité » commun auquel n'échappe pas l'Europe occidentale ou centrale. Ainsi, l'Union européenne est une enfant de l'expulsion massive des Allemands d'Europe centrale et balkanique à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à l'initiative d'un Edouard Bénès soucieux de régler une fois pour toutes le problème des Sudètes en Tchécoslovaquie, et avec l'approbation des Alliés, sur des critères purement ethnolinguistiques censés avoir déterminé leur adhésion collective au national-socialisme et justifier leur punition de masse. Elle abrite désormais en son sein des gouvernements qui se réclament de la définition ethnochrétienne de la citoyenneté, à l'instar de celui de Viktor Orban en Hongrie, de Jaroslaw Kaczyński en Pologne ou de Robert

⁵⁹ Voir, par exemple, l'ouvrage classique de D. Pentzopoulos, *The Balkan Exchange of Minorities and its Impact on Greece*, Londres, Hurst, 2002 [1962] ; et la contribution originale de I. Blumi, *Ottoman Refugees, 1878-1939. Migration in a Post-Imperial World*, Londres, Bloomsbury Academic, 2013.

⁶⁰ F. Adelhah, *Les Mille et une frontières de l'Iran*, op. cit., pp. 261 et suiv.

⁶¹ Sur le processus d'ethnisation des juifs, voir S. Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Fayard, 2008 et *Comment j'ai cessé d'être juif*, Paris, Flammarion, 2013.

Fico en Slovaquie et des partis identitaires qui aspirent à exercer le pouvoir selon cette orientation en obtenant d'ores et déjà une forme de purification ethnique préventive, par des politiques de « préférence nationale » et, surtout, par le refoulement, au prix humain que l'on sait, des migrants et des réfugiés.

Dans une intuition terrible, Victor Klemperer avait compris ce dénominateur commun de l'historicité de l'Etat en Méditerranée orientale et en Europe centrale ou occidentale lorsqu'il établissait une équivalence entre le national-socialisme et le sionisme, au fur et à mesure que ses amis juifs prenaient congé de lui pour se réfugier, pour « retourner », en Palestine, à la fin des années 1930 : « Pour moi, les sionistes qui prétendent renouer avec l'Etat juif de l'an 70 après J.-C. (destruction de Jérusalem par Titus) sont tout aussi écoeurants que les nazis. Avec leur manie de fouiner dans les liens du sang, leurs “vieilles racines culturelles”, leur désir mi-hypocrite, mi-borné de revenir aux origines du monde, ils sont tout à fait semblables aux nazis⁶². » Le propos est presque insoutenable aujourd'hui, car il est entendu à travers le filtre de la Shoah. Mais, en histoire, l'anachronisme, avec ses perceptions sélectives et déformantes, est le péché majeur. Une forme politique identitaire est bien née de ce « moment d'historicité » que constitue le passage de l'empire à l'Etat-nation, et, pas plus que les séismes, elle ne respecte pas les « frontières naturelles ».

La preuve ironique en est que Nicolas Sarkozy, dont le destin familial est d'ailleurs étroitement lié à l'effondrement des Empires habsbourgeois et ottoman, emprunte le slogan de l'extrême-droite...turque quand il s'écrie à l'Assemblée nationale, à l'endroit des immigrés : « La France, tu l'aimes ou tu la quittes. » Ce sont bien deux conceptions différentes de la citoyenneté qui s'affrontent, de part et d'autre non du Bosphore, mais de chacun des Etats d'Europe et du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, qui s'en trouve de la sorte divisé. La France ne tient-elle pas elle aussi en suspicion ses propres « étrangers du cru » (*yerli yabanci*), ses citoyens binationaux ou d'origine étrangère, catégories dont l'identification est à géométrie variable et circonstancielle, mais que l'on distingue des Français “de souche” au fil d'une discrimination administrative ou entrepreneuriale implicite, une sorte de *zoraki ayırmıcılık* hexagonale obéissant à un « code de filiation » basé sur le patronyme, le prénom ou la couleur de peau ?

Autrement dit, le passage de l'empire à l'Etat-nation ne se présente pas, sur un mode linéaire, comme une succession, mais comme une compénétration – un terme sur lequel il nous faudra revenir. Les deux formes de domination peuvent coexister au sein d'une société politique, comme l'ont bien démontré Béatrice Hibou et Mohamed Tozy au sujet du Maroc, en recourant à la définition wébérienne de l'idéaltype⁶³. Tel fut le cas au cours des dernières décennies de l'Empire ottoman, et cet enchevêtrement de l'idée impériale et de l'idée nationale qui en naît rend compliquée son analyse pour qui veut éviter les facilités de la téléologie nationaliste et de l'anachronisme. Les analystes de la République de Turquie isolent d'ailleurs en son sein des modes de gouvernement ottomans qui s'y sont reproduits⁶⁴. Pareillement, la Bosnie-Herzégovine n'est pas passée de manière linéaire et univoque de la forme impériale au nationalisme musulman⁶⁵. Enfin, dernier exemple, les Troisième et Quatrième Républiques françaises ont été elles-mêmes à la fois nationales et impériales.

On le voit, le second avantage de cette problématisation en termes de « moment d'historicité » est de reposer la question de la durée historique et de la périodisation. Celle-ci est indissociable de la délimitation des « aires culturelles », généralement en restant prisonnière du seul étalon occidental, et en construisant lesdites aires sur une base ethnocentrique, par différenciation, ou plutôt par soustraction, en termes de « moins », selon le bon vieux raisonnement évolutionniste : le Moyen-Orient, la Méditerranée orientale, et ne parlons pas de l'Afrique, sont moins développés, moins rationnels, moins sécularisés, moins

⁶² V. Klemperer, *Mes Soldats de papier. Journal. 1933-1941*, Paris, Seuil, 2000, p. 118. Voir aussi les pages 218, 356, 438, 440-441 et 668.

⁶³ B. Hibou et M. Tozy, « Une lecture wébérienne de la trajectoire de l'Etat au Maroc », art. cité.

⁶⁴ M. Aymes, B. Gourisse et E. Massicard (dir.), *L'Art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013.

⁶⁵ X. Bougarel, *Survivre aux empires...*, op. cit., p. 357.

capitalistes, bref moins civilisés. Or, les grands moments de l'histoire sont d'une envergure plus ample et procèdent souvent d'un « temps mondial⁶⁶ ». Il en fut par exemple ainsi de la « Renaissance », ou du millénarisme des souverains du xvi^e siècle, que l'on retrouve *mutatis mutandis*, mais de façon concomitante, en Europe occidentale, en Asie antérieure et dans le sous-continent indien⁶⁷. Ou encore de cette curieuse synchronie entre les millénarismes du xix^e siècle dans des sociétés disparates : le socialisme utopique ouest-européen, le bahaïsme persan, les djihadismes sahéliens, le prophétisme xhosa dans la colonie du Cap, le soulèvement Taiping en Chine ont été quasiment concomitants. En d'autres termes, les césures historiques sont plus progressives qu'on ne l'a longtemps pensé, et elles impliquent des espaces plus vastes que ceux auxquels se réfèrent les grands récits téléologiques de la civilisation, de la raison ou de la nation, et de leurs origines. Les transmissions d'héritage culturel empruntent elles-mêmes des voies de traverse, telles que les apports islamiques, indiens et chinois à la Renaissance occidentale. Souleymane Bachir Diagne nous invite ainsi à dissocier la *translatio studii* de la *translatio imperii*, qui se sont confondues dans le modèle hégélien postulant une généalogie linéaire de la Grèce antique à l'Europe des Lumières, et à « démultiplier les routes » du legs hellène afin de rendre au Khorassan, à Bagdad, au Caire, à Cordoue, au Sahel, au Sahara leur rôle historique⁶⁸.

Le « moment d'historicité » que représente le passage de l'empire à la nation en Méditerranée orientale procède pareillement d'un « temps mondial » qu'on voit à l'œuvre sur d'autres continents, et dont les connexions débordent l'« aire culturelle » que nous avons initialement embrassée. La synchronie révolutionnaire des années 1900-1910 (Russie, Perse, Empire ottoman, Chine, Mexique, puis à nouveau Russie, avec les contrecoups de la révolution d'Octobre en Hongrie, en Allemagne et bien au-delà), le rayonnement planétaire du modèle nippon de modernisation conservatrice, les répliques de l'abolition du califat ottoman en Asie, les « affinités électives » de nombre d'Etats post-ottomans et post-habsbourgeois avec le fascisme italien et le national-socialisme allemand, la problématique mondiale de la guerre froide, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en sont des manifestations évidentes, bien qu'elles n'aient pas toujours été assez étudiées.

En bref, l'espace historique que nous avons considéré en tant qu'« événement », à travers le prisme d'un « moment d'historicité » particulier, est un effet de composition de durées hétérogènes, plus ou moins longues, qui participent de champs sociaux, et donc d'espaces-temps, différents, d'ordres religieux, économique, culturel, « ethnique », politique, etc., s'articulant à d'autres espaces historiques, mitoyens ou éloignés. Pour avancer, il nous faut ici quitter Fernand Braudel et nous tourner vers une autre durée, celle d'Henri Bergson, quand il écrit : « L'univers dure. Plus nous approfondirons la nature du temps, plus nous comprendrons que durée signifie invention, création de formes, élaboration continue de l'absolument nouveau⁶⁹. » Bergson oppose la durée, celle de la vie et de son « évolution créatrice », de son « hétérogénéité pure », au temps, « concept bâtard » qui introduit l'idée d'espace dans le domaine de la conscience pure, renvoie à l'appréhension quantitative du réel, à l'homogénéité, à la linéarité, et que retient l'historicisme. Il affirme : « La durée toute pure est la forme que prend la succession de nos états de conscience quand notre moi se laisse vivre, quand il s'abstient d'établir une séparation entre l'état présent et les états antérieurs [...]. On peut donc concevoir la succession sans la distinction, et comme une pénétration mutuelle, une solidarité, une organisation intime d'éléments, dont chacun, représentant

⁶⁶ W. Eberhard, *Conquerors and Rulers*, op. cit.

⁶⁷ J. Goody, *The Theft of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; P. Burke, *The European Renaissance : Centers and Peripheries*, Oxford, Blackwell, 1998 ; S. Subrahmanyam, « Du Tage au Gange au xvi^e siècle : une conjoncture millénariste à l'échelle eurasiatique », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 56 (1), 2001, pp. 51-84 ; C. H. Fleischer, « Shadows of shadows : prophecy in politics in 1530's Istanbul », dans B. Tezcan et K. K. Barbir (eds), *Identity and Identity Formation in the Ottoman World. A Volume of Essays in Honor of Norman Itzkowitz*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2007, pp. 51-62.

⁶⁸ Conférence à la chaire d'Etudes africaines comparées, Ecole de gouvernance et d'économie, Rabat, 20 mai 2015, <http://www.egeabat.com/chaire-afrique/?evenements=les-rencontres-de-la-chaire>.

⁶⁹ H. Bergson, *L'Evolution créatrice*, Paris, PUF, 2013 [1941], p. 11.

du tout, ne s'en distingue et ne s'en isole que pour une pensée capable d'abstraire. » Une « durée pure » que vient brouiller la réintroduction subreptice de l'idée de l'espace, juxtaposant les états de conscience sous la forme d'« une ligne continue ou d'une chaîne, dont les parties se touchent sans se pénétrer⁷⁰ ». Dans la « durée pure », en revanche, s'effectuent « des faits de conscience qui se pénètrent, s'organisent insensiblement ensemble, et lient le passé au présent par l'effet de cette solidarité même⁷¹ ». D'un côté, nous avons une « multiplicité de juxtaposition », qui se réfracte dans l'espace. De l'autre, une « multiplicité de fusion ou de pénétration mutuelle⁷² ». D'un côté, la durée « où nous nous regardons agir » ; de l'autre, la durée « où nous agissons » et « où nos états se fondent les uns dans les autres⁷³ ».

La « durée pure » ou « durée réelle » signifie donc, à la fois, « continuité indivisée et création⁷⁴ ». Tel est l'objet même de la sociologie historique, bien qu'elle doive raisonner en termes de « multiplicité de juxtaposition », et le concept de « continuité indivisée » me semble fort heuristique du point de vue de la compréhension de l'imbrication des durées constitutives du politique sur laquelle nous nous sommes penchés. Mais, chez Bergson, la durée n'est pas un facteur objectif et général. Elle est un acte, propre à chacun⁷⁵. A l'échelle d'une société, elle est une élaboration plurielle, contradictoire, relevant de son rapport énonciatif au passé. Elle constitue un régime complexe de conscience politique. Aussi la mémoire n'est-elle pas un simple appendice de l'historicité, que la mode scientifique ou journalistique rendrait proéminent, d'une commémoration à l'autre, d'un « lieu de mémoire » à l'autre. Elle en est le ressort, dans la mesure où « conscience signifie d'abord mémoire », c'est-à-dire « conservation et accumulation du passé dans le présent », et simultanément « anticipation de l'avenir » : « [...] la conscience est un trait d'union entre ce qui a été et ce qui sera, un pont jeté entre le passé et l'avenir⁷⁶ ».

Bergson nous est encore plus utile quand il étudie, dans un article de 1908, les phénomènes de « fausse reconnaissance » et de « souvenir du présent » en tant que « véritable hallucination de la mémoire », provoquant « une sensation d'« inévitabilité »⁷⁷ ». Pierre Janet parlait, à propos de ces sentiments de « déjà vu », d'un « sentiment de l'absence du présent », plutôt que d'une anomalie de la mémoire, en bref d'un « présent mal fait⁷⁸ ». La mémoire historique, singulièrement quand elle est traumatique, participe d'une telle « continuité indivisée », voire d'un « souvenir du présent ». Dans ses formulations historiographiques nationalistes, que nous avons vues s'affronter au début de ces pages, pour délimiter l'« aire culturelle » qui nous occupe, elle est bien un « souvenir du présent », c'est-à-dire une « espèce de perception rétroactive », une « perception du présent comme passé » qui est une « anomalie de la perception », une hypertrophie de la mémoire⁷⁹, là où nous analysons, pour notre part, une « continuité indivisée » et une « compénétration » des états de conscience historique. La mémoire du génocide des Arméniens en est l'illustration la plus tragique, mais celles de l'échec de la Grande Idée, en 1922, chez les Grecs, de la frustration du Grand Projet chez les Serbes, ou de la Nakba de 1948 chez les Palestiniens, sont de la même encre. Or, aucun de ces « souvenirs du présent » n'est absent de la conscience historique des Européens de l'Ouest, pour différentes raisons, et au gré de différentes connexions diasporiques, ethnoconfessionnelles ou militantes, sur lesquelles nous ne pouvons nous appesantir dans le cadre de cet essai.

⁷⁰ H. Bergson, *Essai sur les données immédiates de la conscience*, Paris, PUF, 2013 [1927], p. 75.

⁷¹ *Ibid.*, p. 90.

⁷² *Ibid.*, p. 122. Voir aussi H. Bergson, *Matière et mémoire. Essai sur la relation du corps à l'esprit*, Paris, PUF, 2012 [1939], p. 206.

⁷³ H. Bergson, *Matière et mémoire*, op. cit., p. 207 (souligné par H. B.).

⁷⁴ H. Bergson, *L'Evolution créatrice*, op. cit., p. XI.

⁷⁵ H. Bergson, *L'Energie spirituelle*, Paris, PUF, 2009 [1919], p. 16.

⁷⁶ *Ibid.*, pp. 5-6.

⁷⁷ H. Bergson, *Le Souvenir du présent et la fausse reconnaissance*, Paris, PUF, 2012 [1908], pp. 1-3.

⁷⁸ P. Janet, *L'Evolution de la mémoire et la notion de temps*, Paris, 1928, cité dans la *Présentation du Souvenir du présent...*, op. cit., par E. Düring, pp. XXIII-XXIV.

⁷⁹ *Présentation du Souvenir du présent...*, op. cit., pp. XXII-XXIII.

Tout au plus celui-ci peut-il nous suggérer une petite révolution copernicienne en décentrant l'analyse de l'histoire du ^{xx}^e siècle, et en en proposant une périodisation sur la base de l'espace dont nous avons proposé une nouvelle délimitation et une nouvelle problématisation, sans pour autant oublier que la périodisation est un genre suspect qui procède du temps, et non de la durée, en ce qu'elle suppose un « avant » et un « après »⁸⁰. Peut-être n'attachons-nous pas suffisamment d'importance au fait que la Première Guerre mondiale, matrice tragique du passage de l'empire à l'Etat-nation, s'est enclenchée à Sarajevo, au cœur de cette Bosnie-Herzégovine dont l'histoire a combiné les dominations ottomane et habsbourgeoise de manière complexe et subtile⁸¹. L'historiographie ouest-européenne a tendance à ne voir dans ce fait qu'un épisode anecdotique, dans les fronts d'Orient et des Balkans que des théâtres secondaires des opérations militaires, et dans les grands massacres de ces confins du monde moderne que les manifestations habituelles de leur sauvagerie. Les choses sérieuses auraient commencé en août 1914, et se seraient passées entre gens sérieux : les Français, les Anglais, les Russes, les Allemands, les Austro-Hongrois, flanqués de leurs supplétifs respectifs. Néanmoins, la Serbie et l'Empire ottoman ont été les deux pays qui ont compté le plus de victimes de la Première Guerre mondiale par rapport à leur population totale, bien plus que l'Allemagne et la France.

Notre focale habituelle est-elle la bonne ? Notre problématique ne nous recommande-t-elle pas d'ouvrir la séquence, disons en 1877-1878, avec la guerre russo-turque et la sévère défaite de la Porte qui pousse des millions de réfugiés (*muhacir*) en Anatolie et inaugure le long règne hamidien de modernisation conservatrice⁸² ? C'est à peu près à cette époque que se remet en branle la combinatoire des empires et des nationalismes, amorcée dès le premier tiers du ^{xix}^e siècle avec l'indépendance de la Grèce et de la Serbie, et remontée en 1844, avec la théorisation, respectivement, de la Grande Idée, dans la bouche de Kolettis, et du Grand Projet, sous la plume de Garašanin : à savoir, l'inclusion de tous les Grecs de la région dans le royaume de Grèce, et l'unité des Slaves du Sud sous la houlette de Belgrade, deux plans funestes qui pousseront ces pays à un expansionnisme aventuriste. La Méditerranée orientale, bien loin d'être un appendice, va devenir le laboratoire tragique de la modernité européenne. Le haut lieu des pogroms et des massacres de masse. De l'échange de populations, coercitif ou prétendument volontaire, dont la Grèce, la Bulgarie et la Turquie seront les pionnières. Du racisme d'Etat, dans lequel excellerà la jeune Roumanie, au grand dam et dans l'impuissance de ses bailleurs de fonds qui devront se borner à des conditionnalités de crocodile⁸³. Du premier génocide européen du ^{xx}^e siècle, que le Comité Union et Progrès perpétrera sous l'œil impavide de ses conseillers militaires allemands, et grâce aux facilités de la nouvelle voie ferrée du Berlin-Byzanz-Bagdadbahn. Du nationalisme culturaliste, dont le turquisme et le sionisme. De l'ingénierie politique de la milice, dont la Macédoine fournira le banc d'essai, au tournant du siècle. De la guerre de tranchées, qui permettra aux Allemands et aux Français de tester en grandeur nature leurs canons Krupp et Schneider, à la faveur des conflits balkaniques de 1912-1913. Tout cela fera florès dans le reste de l'Europe au cours des décennies suivantes, et ce jusqu'à ce jour. Nous retrouvons ainsi, sous un angle particulier, la synergie entre l'expansion mondiale du capitalisme et l'universalisation de l'Etat-nation qui caractérise la globalisation depuis le début du ^{xix}^e siècle, à l'aune d'une périodisation biséculaire plus heuristique et convaincante que sa délimitation restreinte, sous la plume de la plupart des spécialistes des relations internationales ou des économistes⁸⁴.

⁸⁰ H. Bergson, *Essai sur les données immédiates de la conscience*, op. cit., pp. 75-76.

⁸¹ X. Bougarel, *Survivre aux empires...*, op. cit.

⁸² Sur l'importance de la question des réfugiés musulmans dans l'Empire ottoman au ^{xix}^e siècle, voir J. McCarthy, *Death and Exile. The Ethnic Cleansing of Ottoman Muslims. 1821-1922*, Princeton, The Darwin Press, 1995.

⁸³ F. Stern, *L'Or et le fer. Bismarck et son banquier Bleichröder*, Paris, Fayard, 1990, chapitre 12.

⁸⁴ J.-F. Bayart, *Le Gouvernement du monde*, op. cit.

Le flot des réfugiés qui ébranlent dans ses fondements l'Union européenne rappellent que nous ne sommes pas sortis de cette séquence historique dont la scansion en deux guerres mondiales est décidément trompeuse. *Ce moment d'historicité* du passage de l'empire à l'Etat-nation, à l'échelle de l'espace historique que nous avons identifié et qui s'étend grosso modo de la moitié septentrionale de l'Afrique à l'Asie centrale, au Caucase et à la source du Danube, a façonné la *situation* postimpériale dans laquelle nous continuons de vivre et de nous déchirer. La clef de voûte idéologique en est l'illusion identitaire, avec son imaginaire culturaliste et sa définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté. Son exploitation électoraliste par un nombre grandissant de partis politiques indique que la situation postimpériale a encore de beaux jours devant elle.

Si nous voulons maintenant monter en généralité, concluons en liant les « études aréales » à l'identification de *moments d'historicité* précis, bien qu'analytiquement construits, à leur territorialisation sur des *espaces historiques* donnés, à leur cristallisation éventuelle sous forme de *situations politiques* plus ou moins durables, et aux *souvenirs du présent* qu'ils sont susceptibles d'engendrer du fait de leur caractère traumatique – en bref à des « événements » effectifs plutôt qu'aux « essences » évanescences de la culture et de l'identité. A titre d'exemple, la traite esclavagiste, en Afrique atlantique, constitue certainement un tel moment d'historicité, avec son économie politique de la dette et des « gains marginaux », un esclavagisme dont le « souvenir du présent » continue d'opérer, y compris dans la dimension de l'invisible⁸⁵. C'est, me semble-t-il, dans un sens similaire que Timothy Snyder propose sa « méthodologie du lieu⁸⁶ » pour arracher les « terres de sang » des confins de l'Europe centrale aux historiographies nationalistes antagoniques et à leurs stériles logiques de jeu à somme nulle. Car, n'en déplaise à la meute des chiens fous de l'identité qu'a lâchés la mort des empires, la plupart des sociétés appartiennent simultanément à plusieurs « aires culturelles », comme nous en avons déjà fait la remarque à propos de la Turquie, de l'Iran ou du Maroc. Dans l'ensemble régional que nous avons considéré, la règle est quasi générale, et l'Ukraine est là pour nous le rappeler. Aussi un espace historique ne comporte-t-il qu'une cohérence circonstancielle et fugitive que lui dicte un moment d'historicité singulier... ou la manière dont l'analyste, l'acteur, le professeur vont l'interpréter et le construire.

⁸⁵ Sur la dimension des « gains marginaux » et de la dette, voir respectivement J. Guyer, *Marginal Gains. Monetary Transactions in Atlantic Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004 et J. C. Miller, *Way of Death. Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade. 1730-1830*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1988.

⁸⁶ T. Snyder, « Voir et comprendre », *Le Débat*, 172, novembre-décembre 2012, p. 192.

« Dessine moi un MENA ! », ou l'impossible définition des « aires culturelles »

Résumé

Les « aires culturelles » demeurent une fiction utile, pourvu que l'on en n'ait pas une définition culturaliste. La délimitation de la zone qualifiée de Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA), qui se superpose en partie à celle de la Méditerranée, est un cas d'école. Aucun critère objectif ne permet de caractériser l'une ou l'autre. La définition d'un ensemble régional doit partir non pas de facteurs statiques, mais de l'identification de dynamiques pertinentes du point de vue que privilégie l'opérateur, scientifique ou organisationnel, de la délimitation dudit ensemble. Deux approches se révèlent alors disponibles : celle de l'écologie historique, ou celle de la sociologie historique et comparée de la formation de l'Etat. De ce dernier point de vue, l'ensemble considéré procède d'un moment d'historicité identifiable : le passage, au XIX^e-XX^e siècle, d'un monde d'empires à un système régional d'Etats-nations, que fondent la définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté et sa mise en œuvre par des politiques publiques de purification ethnique, plus ou moins violentes et systématiques. Une telle situation historique de « gouvernement dans la violence » (Jacobo Grajales) continue de dominer la région. L'espace historique considéré à travers le prisme d'un moment d'historicité particulier est un effet de composition de durées hétérogènes, plus ou moins longues, qui participent de champs sociaux, et donc d'espaces-temps, différents, d'ordres religieux, économique, culturel, « ethnique », politique, etc., s'articulant à d'autres espaces historiques, mitoyens ou éloignés. Le concept bergsonien de souvenir du présent permet alors de mieux comprendre la compénétration de ces durées sous-jacentes aux mémoires historiques traumatiques et conflictuelles qui le hantent et le façonnent.

Which area studies ? The case of MENA

Abstract

“Area studies” remain a useful fiction, so long as we are not subscribing to a culturalist definition. The delimitation of the zone known as Middle East/North Africa (MENA), which overlaps with the Mediterranean region, is a case in point. No objective criteria enable the characterization of one area or the other. The definition of a regional whole must begin not from static factors, but from the identification of pertinent dynamics by the operator, scientific or organizational, of the delimitating of the said whole. Two approaches are available: that of historical ecology, and that of historical and comparative sociology of state formation. From the latter point of view, the region under consideration originates in an identifiable moment of historicity: in the 19th-20th century, the passage from a world of empires to a regional system of nation-states, founded upon the ethno-confessional definition of citizenship and its implementation through more or less violent and systematic public policies of ethnic cleansing. Such a historical situation of “governing through violence” (Jacobo Grajales) continues to prevail in the region. The historical space considered through the prism of a particular moment of historicity is an effect of the composition of heterogeneous durées, of varying length, that pertain to social fields, and thus to different spaces/times of religious, economic, cultural, “ethnic”, political, etc., orders, hinging upon other near or remote historical spaces. The Bergsonian concept of memory of the present allows for a better comprehension of the compenetration of these durées underlying traumatic and conflictual historical memories that haunt and shape the area.

Mots clés

Aire culturelle ; Bergson ; définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté ; durée ; empire ; état ; mémoire historique ; moment d'historicité ; Méditerranée ; Moyen-Orient ; purification ethnique ; situation historique ; souvenir du présent.

Keywords

Area studies ; Bergson ; empire ; ethnic cleansing ; ethno-confessional definition of citizenship ; historical memory ; Mediterranean ; Middle East ; memory of the present ; moment of historicity.